

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

LES EUROPÉENS ABANDONNÉS AU POPULISME

Par Dominique Reynié

Une enquête
de la Fondation pour l'innovation politique
dans les 27 pays de l'Union européenne
et au Royaume-Uni

2024

LES EUROPÉENS ABANDONNÉS AU POPULISME

Par Dominique Reynié

**Une enquête
de la Fondation pour l'innovation politique
dans les 27 pays de l'Union européenne
et au Royaume-Uni**

2024

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

LES EUROPÉENS ABANDONNÉS AU POPULISME

Une enquête de la Fondation pour l'innovation politique
dans les 27 pays de l'Union européenne et au Royaume-Uni

AUTEUR

Dominique REYNIÉ, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

COORDINATION ÉDITORIALE

Nicola GADDONI

PRODUCTION

Diane de CHARRY, Clément DE CARO, Anne FLAMBERT,
Éric GARCIA, Alice LE FAUCHEUR, Jean MICHEL,
Claire-Marie MORINIÈRE, Enzo MUS, Claude SADAJ

MAQUETTE ET RÉALISATION

Julien RÉMY

IMPRESSION

GALAXY Imprimeurs

PARUTION

2024

L'enquête a été réalisée par l'institut Ipsos



Brice TEINTURIER, directeur général délégué

Au sein du département Politique et Opinion :

Federico VACAS, directeur adjoint du département
Xavier BALEYTE, directeur du traitement
Pierre LATRILLE, chef de groupe
Alexandre LERAY, chargé d'études senior
Felix TENTILLIER, chargé d'études

Méthodologie

La présente enquête est basée sur un questionnaire élaboré par la Fondation pour l'innovation politique. Elle a été administrée dans les 27 pays membres de l'Union européenne et au Royaume-Uni par l'institut Ipsos, entre le 22 mars et le 26 avril, auprès d'échantillons représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus dans chaque pays. Au total, 23 788 personnes ont été interrogées. L'enquête a été administrée dans 24 langues.

Les échantillons ont été interrogés on-line via l'Access Panel d'Ipsos et par téléphone (Chypre et Malte). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas, au regard des critères de genre, d'âge, de profession, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Les résultats globaux ont été pondérés en fonction du poids démographique de chaque pays.

Pays	Base (N=)	Drapeau
Allemagne	1000	
Autriche	1000	
Belgique	1000	
Bulgarie	800	
Chypre	500	
Croatie	800	
Danemark	800	
Espagne	1000	
Estonie	600	
Finlande	800	
France	1000	
Grèce	1000	
Hongrie	1000	
Irlande	800	

Pays	Base (N=)	Drapeau
Italie	1000	
Lettonie	600	
Lituanie	600	
Luxembourg	542	
Malte	546	
Pays-Bas	1000	
Pologne	1000	
Portugal	1000	
Roumanie	1000	
Slovaquie	800	
Slovénie	600	
Suède	1000	
Tchéquie	1000	
Royaume-Uni	1000	

Précisions sur l'intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (appelé aussi marge d'erreur) est l'intervalle dans lequel se trouve la valeur recherchée avec une probabilité fixée (le niveau de confiance). L'amplitude de cet intervalle dépend du niveau de

confiance, de la valeur observée et de la taille de l'échantillon. Le calcul n'est justifié que pour les sondages aléatoires. Il ne peut pas être déterminé dans le cas de sondages par quotas mais on considère qu'il est proche de celui des sondages aléatoires.

Intervalle de confiance (95% niveau de confiance)

Résultats observés

Taille de l'échantillon	2% ou 98%	5% ou 95%	10% ou 90%	15% ou 85%	20% ou 80%	25% ou 75%	30% ou 70%	35% ou 65%	40% ou 60%	45% ou 55%	50%
100 itws	2,6	4,4	6,0	7,2	8,0	8,6	9,2	9,6	9,8	10,0	10,0
200 itws	2,0	3,1	4,3	5,1	5,7	6,1	6,5	6,8	6,9	7,1	7,1
500 itws	1,3	2,0	2,7	3,2	3,6	3,9	4,1	4,3	4,4	4,5	4,5
600 itws	1,1	1,8	2,4	3,0	3,3	3,5	3,8	3,9	4,0	4,1	4,1
800 itws	1,0	1,5	2,1	2,5	2,8	3,0	3,2	3,4	3,4	3,5	3,5
1 000 itws	0,8	1,4	1,8	2,3	2,5	2,7	2,9	3,0	3,0	3,1	3,1
5 000 itws	0,4	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4
10 000 itws	0,3	0,4	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0
23 000 itws	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7

Note : Dans le cas d'un échantillon de 1 000 répondants, si la mesure est de 25 %, il y a 95 % de chances que la proportion réelle dans la population totale soit contenue dans un intervalle allant de 22,3 % à 27,7 % (plus ou moins 2,7 points).

©Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Dans le cadre de cette étude, nous comparons en plusieurs occasions les résultats de chacun des 28 pays de l'enquête avec la moyenne européenne, la moyenne des six pays fondateurs de l'Union européenne, la moyenne des pays qui appartenaient à l'ancien bloc soviétique et la moyenne des pays européens membres de l'Otan.

Les six pays fondateurs (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) ont signé le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951 et le traité instituant la Communauté économique européenne (CEE) en 1957, considérés comme les actes fondateurs de l'Union européenne. Ces pays sont également ceux dans lesquels le processus d'intégration est le plus avancé. L'analyse de l'opinion dans ces pays peut fournir des informations précieuses quant à la solidité et à la pérennité du projet d'intégration européenne. En outre, ces pays élisent 43 % des eurodéputés lors des élections européennes 2024, ce qui leur confère un poids politique majeur au sein du Parlement européen. Enfin, ces pays représentent les économies les plus importantes au sein de l'Union européenne, ils influencent de manière significative les politiques économiques de l'Union.

Les pays qui appartenaient à l'ancien bloc soviétique (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie, Roumanie et Slovaquie) ont intégré l'Union européenne en 2004 et en 2007. Ces pays ont rejoint l'Union après avoir connu le régime communiste, ce qui pourrait conduire à percevoir l'intégration européenne comme un moyen de renforcer la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme. En outre, leur passé récent sous le joug de Moscou pourrait alimenter des tendances d'opinion distinctes en matière de sécurité et de politique étrangère européennes, dans un contexte marqué par de fortes tensions avec la Russie en raison de l'invasion de l'Ukraine.

La **Croatie** et la **Slovénie** n'ont pas été intégrées dans ce sous-ensemble. Bien qu'elles aient été des républiques socialistes yougoslaves, ces deux pays ne sont pas traditionnellement inclus dans ce que l'on appelle l'ancien bloc soviétique, en raison du non-alignement de la Yougoslavie. Cette nuance est particulièrement importante car l'histoire de leurs relations avec la Russie diffère de celle des pays mentionnés précédemment.

Introduction

Ébranlée par la montée en puissance d'un vote protestataire dont les partis populistes de droite ont été les principaux bénéficiaires, déstabilisée par les crises institutionnelles, en particulier l'échec du Traité constitutionnel européen, en 2005, l'Union européenne a résisté. Elle a même fait la preuve de sa capacité à traverser, sinon toujours à surmonter, des crises inédites et particulièrement violentes qui, peut-être, l'auraient détruite un quart de siècle plus tôt : crises financières, budgétaires, institutionnelles, migratoires, politiques, sanitaires, géopolitiques... Les élections européennes de l'année 2024 sont marquées par un contexte menaçant alourdi par la perspective d'une nouvelle poussée des partis populistes, principalement ceux de droite, des partis qui se sont historiquement constitués dans l'expression d'une hostilité radicale à l'Union européenne.

Les données présentées ici ne contredisent pas mais précisent la thèse d'une vague « populiste », si l'on entend par là une montée en puissance de forces électorales désireuses d'en finir avec l'Union européenne, voire de remettre en cause la forme démocratique qui caractérise l'organisation politique interne de

chacun des États membres. Mais, à la lumière de la présente étude de la Fondation pour l'innovation politique, il apparaît qu'au moment des élections européennes, la plupart des 360 millions d'électeurs sont indubitablement acquis à la fois aux valeurs de la démocratie et à l'idée européenne, peut-être plus que jamais. Cette double conviction populaire est d'autant plus significative qu'elle s'exprime dans une Europe géographiquement très étendue et qui atteint le degré d'intégration des États le plus élevé à ce jour.

En 2024, l'idée européenne, les principes qui la fondent, les institutions qui en émanent, bénéficient du puissant soutien de la plupart des Européens. Dès lors, la question se pose de savoir quel peut être le sens des votes populistes. Il apparaît que la plupart des leaders populistes et de leurs adversaires n'ont pas une bonne compréhension de la réalité politique parce qu'ils se sont enfermés dans un même malentendu sur l'interprétation du vote populiste, confondant le plus souvent l'expression d'une protestation ou d'une revendication avec une adhésion à une promesse de rupture, amalgamant les électeurs avec les chefs et les représentants des partis populistes.

Sommaire

I. En 2024, le soutien à l'Union européenne est massif (87 %)	14
1. Les Européens approuvent l'appartenance de leur pays à l'Union	14
a. Le souhait de quitter l'Union européenne est devenu marginal (13 %)	14
b. Le soutien à l'Euro : 92 % des personnes interrogées disent accepter la monnaie européenne	14
c. Majorité d'opinion, le soutien à l'Europe est aussi une réalité électorale	19
2. Au lieu de raviver le nationalisme, la montée des périls affermit l'idée européenne	19
a. La mondialisation inquiète davantage les Européens	19
b. L'agressivité de puissances hostiles (Russie, Chine, Iran, Turquie) favorise l'idée européenne	21
c. La crainte d'une nouvelle guerre mondiale (60 %)	25
d. De l'opinion au vote : l'effet proeuropéen de l'agression russe	26
II. Les Européens à la recherche d'une puissance publique	31
1. Que peuvent les États pour leur peuple ?	31
a. Le peuple abandonné par les populistes : le « Brexit »	31
b. De l'euro-scepticisme au stato-scepticisme : les institutions européennes suscitent plus de confiance que les institutions nationales	34
c. Le vote populiste est une composante de l'appel des Européens pour une puissance publique supplémentaire	36
2. La sécurité, première des revendications	36
a. Le soutien à l'Otan (65 %)	36
b. Les Européens souhaitent une armée commune, en complément des armées nationales (67 %)	37
3. Les Européens veulent la protection des frontières communes (86 %)	39
4. Reprendre le contrôle démocratique de l'espace public	40

III. Des électeurs raisonnables laissés aux démagogues	42
1. Qu'est-ce qu'être Européen ?	42
a. Partager les valeurs démocratiques européennes (67 %).....	42
b. Le choix démocratique des Européens (84 %).....	44
2. La démocratie comme liberté	47
3. Qu'est-ce qui distingue encore les électeurs populistes ?	48
a. Les groupes politiques au Parlement européen.....	48
b. Les électeurs des partis populistes sont favorables à l'Union européenne et à l'euro.....	50
c. Les électeurs des partis populistes sont favorables à l'Otan et à une armée européenne.....	51
d. Les électeurs des partis populistes sont presque tous favorables au renforcement des frontières communes.....	52
e. Les électeurs des partis populistes sont favorables au régime parlementaire et aux libertés.....	53
f. Une synthèse des profils des électeurs populistes des groupes CRE et ID.....	53
Conclusion	55

I. En 2024, le soutien à l'Union européenne est massif (87 %)

La quasi-totalité des électeurs se sentent membres de l'Union européenne. Ils l'approuvent et la soutiennent nettement. C'est un premier paradoxe manifeste que d'observer une expansion du vote populiste chez des Européens de plus en plus largement convaincus par l'Union européenne.

1. Les Européens approuvent l'appartenance de leur pays à l'Union¹

Malgré des contestations récurrentes au cours des années récentes et en dépit de la montée en puissance d'un vote populiste et de discours souvent plus « antieuropéens » qu'euroscéptiques, l'Union européenne et l'euro plus encore sont largement soutenus par les Européens.

a. Le souhait de quitter l'Union européenne est devenu marginal (13 %)

En 2024, plus des deux tiers des Européens (69 %) soutiennent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne ; un cinquième (18 %) cependant n'y sont pas favorables mais ne veulent pas quitter l'Union, au motif que « ce qui est fait est fait ». On ne trouve finalement que 13 % des Européens qui souhaitent voir leur pays quitter l'Union européenne. L'approbation du principe de l'Union s'accompagne d'un soutien solide aux institutions qui la représentent et agissent en son nom : l'euro, la Commission et le Parlement. Ces données mettent en lumière le faible poids de ceux que nous appellerons ici les « *Exiters* », ces électeurs qui veulent voir leur pays quitter l'Union européenne et qui ne représentent qu'un groupe minoritaire, voire marginal. Les pays dans lesquels leur poids est le plus important sont la Bulgarie (22 %), la République tchèque (20 %), l'Autriche (19 %), la France (18 %), le Luxembourg (17 %), la Slovaquie (16 %), la Suède (15 %) et Chypre (15 %).

b. Le soutien à l'Euro : 92 % des personnes interrogées disent accepter la monnaie européenne

Au sein de la zone euro, le soutien à la monnaie domine largement, plus des deux tiers (69 %) des répondants souhaitant conserver l'euro ; ensuite 23 % répondent souhaiter que leur pays revienne à la monnaie nationale mais pensent que ce n'est pas possible ; ainsi au total, dans la zone euro, 92 % des personnes interrogées disent accepter la monnaie européenne. Par rapport aux résultats de l'enquête *Libertés : l'épreuve du siècle*², réalisée l'été 2021, le soutien à l'euro progresse de 5 points en moyenne, mais de 13 points en Lituanie (63 %), de 11 points en Lettonie (65 %) et de 11 points en Allemagne (69 %). Le soutien le plus faible est observé en Croatie (50 % des répondants souhaitant conserver l'euro). Rappelons que ce pays est le dernier à avoir intégré la zone euro en janvier 2023, et l'on peut penser que le processus d'adaptation des citoyens à la monnaie unique est en cours.

Il faut rappeler cependant que le soutien à l'euro est affecté par la situation financière des répondants ; ils sont 54 % à soutenir l'euro parmi ceux qui rencontrent des difficultés financières, tandis qu'il sont 81 % parmi ceux qui déclarent s'en sortir facilement avec leurs revenus. Un deuxième clivage significatif est dans le rapport à la mondialisation. La quasi-unanimité (98 %) de ceux qui ont une perception positive de la mondialisation, ceux qui jugent qu'elle offre plus d'avantages que d'inconvénients, souhaitent conserver l'euro comme monnaie ; mais ce soutien demeure massif (85 %) chez les répondants qui ont une perception négative de la mondialisation, ceux qui estiment au contraire qu'elle présente plus d'inconvénients que d'avantages. En clair, ces chiffres signifient que ceux qui ont une opinion négative de la mondialisation et à la fois veulent revenir à la monnaie nationale ne sont que 15 %.

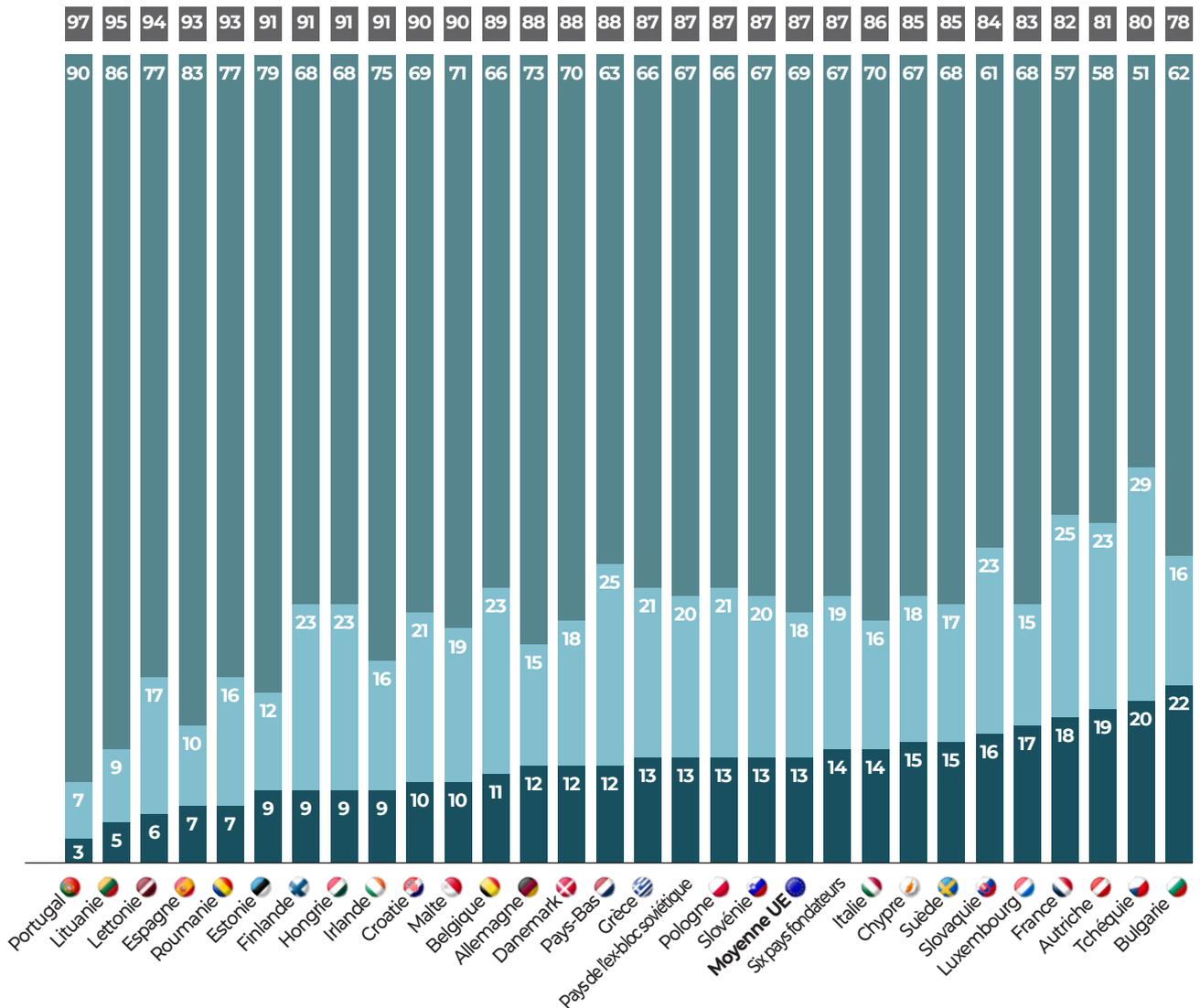
1. Dans la suite du document, nous utiliserons « Union européenne », « Union » et « Europe » comme des équivalents afin de réduire le nombre des répétitions et de ne pas alourdir davantage le texte.

2. Cf. Dominique Reynié (dir.), *Libertés, l'épreuve du siècle*, Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, Community of Democracies, Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, Fundación Nuevas Generaciones, República do Amanhã, 2022 [fondapol.org].

Le soutien des Européens à l'Union

Question : « Concernant l'Union européenne, parmi les opinions suivantes de laquelle êtes-vous le plus proche ? »

Base : Pays membres de l'Union européenne

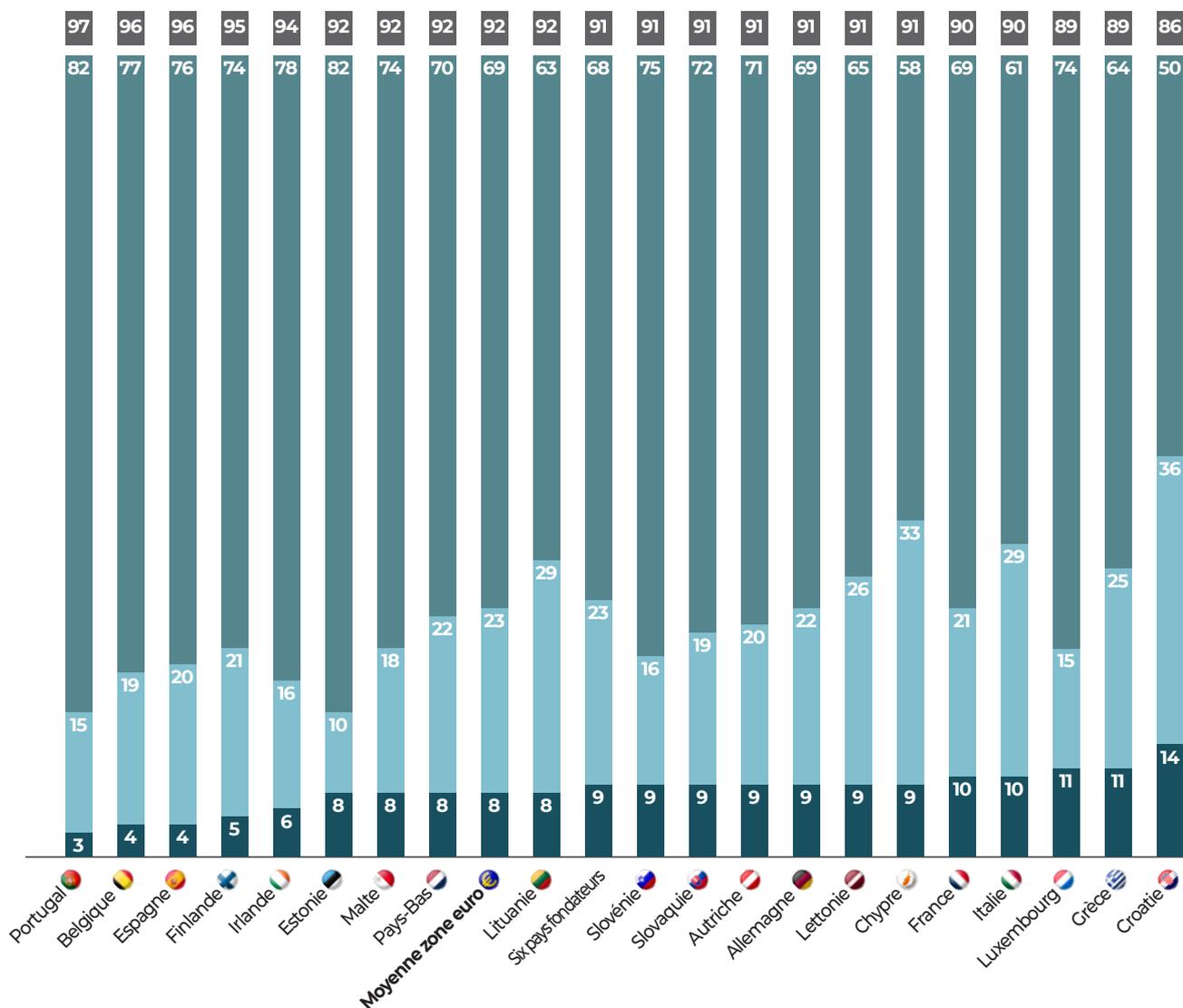


■ Vous êtes favorable à l'Union européenne et au fait que votre pays en fasse partie
■ Vous n'êtes pas favorable à l'Union européenne mais vous ne souhaitez pas que votre pays en sorte, ce qui est fait est fait
■ Vous n'êtes pas favorable à l'Union européenne et vous souhaitez que votre pays en sorte
■ Part (en %) des répondants qui ne souhaitent pas quitter l'Union européenne (« Vous êtes favorable à l'Union européenne et au fait que votre pays en fasse partie » + « Vous n'êtes pas favorable à l'Union européenne mais vous ne souhaitez pas que votre pays en sorte, ce qui est fait est fait »)

L'euro fait l'unanimité

Question : « En ce qui concerne l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : Pays de la zone euro



Évolution 2021/2024

PT	BE	ES	FI	IE	EE	MT	NL	Moyenne zone euro	LT	SI	SK	AT	DE	LV	CY	FR	IT	LU	GR	HR
+5	+10	+6	+6	=	+7	-2	+2	+5	+13	-2	+7	+10	+11	+11	-7	+3	+4	-9	+5	-
-5	-8	-5	-6	=	-6	=	-3	-5	-10	-1	-7	-9	-8	-6	+4	-5	-6	+2	-6	-
=	-2	-1	=	=	-1	+2	+1	=	-3	+3	=	-1	-3	-5	+3	+2	+2	+7	+1	-

- Vous souhaitez que votre pays conserve l'euro comme monnaie
- Vous souhaitez que votre pays revienne à sa monnaie nationale mais vous pensez que cela n'est pas possible
- Vous souhaitez que votre pays revienne à sa monnaie nationale et vous pensez que cela est possible
- Part (en %) des répondants qui ont accepté l'euro comme monnaie (« Vous souhaitez que votre pays conserve l'euro comme monnaie » + « Vous souhaitez que votre pays revienne à sa monnaie nationale mais vous pensez que cela n'est pas possible »)

Note : Les chiffres dans le tableau indiquent l'évolution en points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête *Libertés, l'épreuve du siècle*, Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, Community of Democracies, Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, Fundación Nuevas Generaciones, República do Amanhã, 2022 [fondapol.org].

La Fondation pour l'innovation politique a mené antérieurement plusieurs enquêtes d'opinion dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Chaque enquête a montré avec plus de force que l'hostilité à l'euro est perçue par les électeurs comme une menace pour leurs intérêts personnels et matériels³. Si le discours contre l'Europe a pu recevoir un écho favorable en raison de son caractère général et antisystème, sous la forme d'une protestation rhétorique qui ne coûtait rien, le discours contre l'euro, en revanche, est identifié comme une menace pour le patrimoine matériel des électeurs⁴. Les populistes qui s'obstinent à combattre l'euro, ou entretiennent le doute à ce sujet, s'exposent donc à la stagnation voire à l'érosion de leur influence électorale. C'est le risque pris en Allemagne par l'AfD à la suite du retour, en 2023-2024 du discours sur le « Dexit », la sortie de l'Allemagne de l'Union européenne et le retour au Deutsche Mark⁵. On l'a vu également aux Pays-Bas, lors des élections législatives du 22 novembre 2023, quand le Parti de la Liberté de Geert Wilders, le PVV, grand vainqueur du scrutin grâce à un score historique (25 % des suffrages exprimés), a été tenu à l'écart d'une coalition gouvernementale notamment en raison du projet d'un « Netxit », l'abandon de l'euro par les Pays-Bas, voulu par les populistes néerlandais⁶. Pour les populistes du PVV, il a fallu céder sur ces points afin de rendre possible l'accord du 15 mai 2024 donnant le jour à une coalition majoritaire, associant le PVV, appartenant au groupe

de Marine Le Pen Identité et Démocratie, le parti néo-populiste pro-agriculteurs (BBB), le Parti libéral (VVD) membre du groupe Renew Europe et le parti anti-corruption NSC.

En revanche, par voie de conséquence, ce puissant mécanisme d'opinion contraignant les leaders populistes n'est efficace qu'autant que l'euro est solide. C'est une façon de rappeler que le soutien à l'Europe et à l'euro est exposé aux changements de conjoncture, ce que confirme le rôle du jugement porté sur la mondialisation.

Il en est ainsi dans les pays de la zone euro. Si le vote populiste est fort, l'opinion n'en affirme pas moins son souhait de conserver la monnaie européenne : au Portugal (82 %), en Belgique (77 %), en Espagne (76 %), en Slovénie (75 %), en Finlande (74 %), en Slovaquie (72 %), en Autriche (71 %), aux Pays-Bas (70 %), en France (69 %), en Allemagne (69 %) ou encore en Italie (61 %).

Nous observons donc deux mouvements simultanés, l'un qui est l'enracinement du soutien à l'Europe et à l'euro, il concerne désormais peu ou prou tous les Européens ; l'autre, qui est l'expansion du vote populiste. Or, ces deux mouvements se déployant simultanément impliquent nécessairement que les électeurs populistes sont massivement favorables à l'euro, amenant les leaders populistes à se convertir à l'idée d'une monnaie européenne sinon à perdre leurs électeurs.

3. Cf. *Libertés, l'épreuve du siècle*, op.cit. pp. 49-50 [fondapol.org] ; Katherine Hamilton et Dominique Reynié : « Le soutien à l'euro protège l'Europe », *Démocraties sous tension*, Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, 2019, pp. 114 et suivantes [fondapol.org] ; Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Plon, 2017, p. 265-267.

4. Ce qui conduit à souligner l'importance de l'enjeu patrimonial. Les partis populistes sont les seuls à prendre en charge la double dimension du patrimoine, le patrimoine matériel, soit globalement le niveau de vie, et le patrimoine immatériel, soit le style de vie, donnant lieu à un populisme patrimonial dont Fratelli d'Italia offre aujourd'hui l'expression la plus structurée. Cf. en particulier Dominique Reynié, *Populismes, la pente fatale*, Paris, Plon, 2011 et *Les nouveaux populismes*, Paris, Pluriel, 2013.

5. Cf. Patrick Moreau, *L'AfD, l'extrême droite allemande dans l'impasse*, Paris, Fondation pour l'innovation politique, juin 2024 [fondapol.org].

6. Cf. Christophe de Voogd, *Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?* Paris, Fondation pour l'innovation politique, mai 2024 [fondapol.org].

Qui sont les « Exiters » ?

Question : « Concernant l'Union européenne, parmi les opinions suivantes de laquelle êtes-vous le plus proche ? »

Réponse : « Vous n'êtes pas favorable à l'Union européenne et vous souhaitez que votre pays en sorte »

Base : Pays membres de l'Union européenne

	Moyenne UE	« Vous n'êtes pas favorable à l'Union européenne et vous souhaitez que votre pays en sorte »
		13
Genre	Hommes	53
	Femmes	47
Âge	18-34 ans	18
	35-59 ans	52
	60 ans et plus	30
Catégories socioprofessionnelles	Cadres dirigeants d'entreprise	2
	Professions intellectuelles et scientifiques	5
	Professions intermédiaires salariées	7
	Petits entrepreneurs	2
	Employés qualifiés	10
	Ouvriers qualifiés	17
	«Personnels de services et employés de commerces, ouvriers peu qualifiés et manœuvres»	6
	Retraités	25
	Sans emploi	26
Catégorie d'agglomération	Villes de moins de 15 000 habitants	46
	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	31
	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	12
	Villes de plus de 500 000 habitants	11
Âge de fin d'étude	Avant 21 ans	63
	21 ans ou plus	33
	Encore étudiant	4
Autopositionnement sur l'échelle gauche-droite	Gauche	14
	Centre	22
	Droite	43
	Ne sais pas	21
Intérêt pour la politique	Oui	61
	Non	39
Opinion sur la mondialisation	La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients	6
	La mondialisation offre autant d'avantages que d'inconvénients	37
	La mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages	57

Grille de lecture : 52 % de ceux qui ont répondu « Vous n'êtes pas favorable à l'Union européenne et vous souhaitez que votre pays en sorte » (13 % des répondants dans l'Union européenne) sont âgés de 35 à 59 ans, 30 % sont âgés de plus de 60 ans et 18 % sont âgés de 18 à 34 ans.

c. Majorité d'opinion, le soutien à l'Europe est aussi une réalité électorale

L'analyse des résultats électoraux dans les États membres montre que le soutien à l'idée européenne ne s'exprime ni d'abord ni principalement par des sondages d'opinion mais par des choix électoraux. Le soutien à l'idée européenne s'est d'abord manifesté dans les élections législatives nationales. Depuis les débuts de la construction européenne, dans chacun des États membres, dont le nombre est passé de six à vingt-sept, la plupart des scrutins nationaux ont accordé une majorité de gouvernement à des partis ou à des coalitions favorables à la préservation ou au déploiement du projet européen⁷.

L'analyse politique a tendance à oublier ou à minorer l'un des enseignements majeurs de l'histoire de la construction européenne qui est que, pour spectaculaires qu'ils puissent être, quelques scrutins hostiles à l'idée européenne ne peuvent pas occulter la réitération du soutien démocratique à la construction de l'Union. Dans chacun des États membres, à partir de leur adhésion, les électeurs ont presque toujours voulu des majorités parlementaires proeuropéennes. Des dizaines d'élections législatives nationales nous fournissent la preuve du soutien démocratique à l'idée européenne et à son développement. Depuis la fin des années 1990, jusqu'à aujourd'hui, les partis antieuropéens ont été tenus à la périphérie de la vie politique et du pouvoir. Depuis le début des années 2000, des partis populistes, le plus souvent de droite, quelquefois de gauche⁸, ont commencé à prendre part à des coalitions majoritaires, en Autriche, au Danemark, en Finlande, en Suède, puis à prendre la tête d'une coalition majoritaire. C'est le cas pour la première fois en Grèce, avec Syriza, en 2015, puis en Italie, en juin 2018 avec le gouvernement de Giuseppe Conte associant la Lega et le M5S et aujourd'hui, depuis septembre 2022, avec Giorgia Meloni ; mais c'est presque toujours en satisfaisant la condition électorale fondamentale de préserver les liens avec l'Union européenne, à l'exception de l'expérience Syriza, en Grèce, mais qui fut de courte durée⁹. Certes tonitruants et parfois capables de mobiliser des partisans, les partis populistes ne sont pas encore parvenus à organiser une majorité de gouvernement.

2. Au lieu de raviver le nationalisme, la montée des périls affermit l'idée européenne

Depuis que la mondialisation déploie ses effets à la suite de l'effondrement de l'empire soviétique, les Européens voient surgir peu à peu un monde sous domination américano-chinoise. Ces deux grandes puissances imposent un duopole planétaire agressif qui semble devoir étouffer les nations européennes. L'avènement d'un monde indéniablement plus hostile fait à présent converger les électeurs vers un repli européen, en lieu et place d'un repli national.

a. La mondialisation inquiète davantage les Européens

En moyenne, 24 % des Européens voient plus d'avantages que d'inconvénients à la mondialisation ; 46 % portent sur la mondialisation un jugement négatif, y voyant « autant d'avantages que d'inconvénients », et 30 % y voient plus d'inconvénients que d'avantages. Ce jugement négatif est beaucoup plus marqué dans certains pays, notamment en France, qui détient le record européen : près de la moitié (45 %) des Français interrogés considèrent que la mondialisation apporte plus d'inconvénients que d'avantages. Dans l'ensemble, le niveau des opinions qui évaluent favorablement la mondialisation n'est jamais très élevé ; il dépasse difficilement, et rarement, le tiers des répondants. La mondialisation a cessé d'enthousiasmer les Européens. Désormais, elle les inquiète et, à tout le moins, elle suscite une grande méfiance. Plus répandue, la volonté de se placer à l'abri, sinon à l'écart, des effets négatifs de la mondialisation, constitue une des raisons principales du soutien à l'Europe.

7. On peut le voir précisément sur le quart de siècle qui vient de s'écouler, ce que montre le livre de Corinne Deloy, *Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe*, Paris, Les Éditions du Cerf/Fondation pour l'innovation politique, 2024.

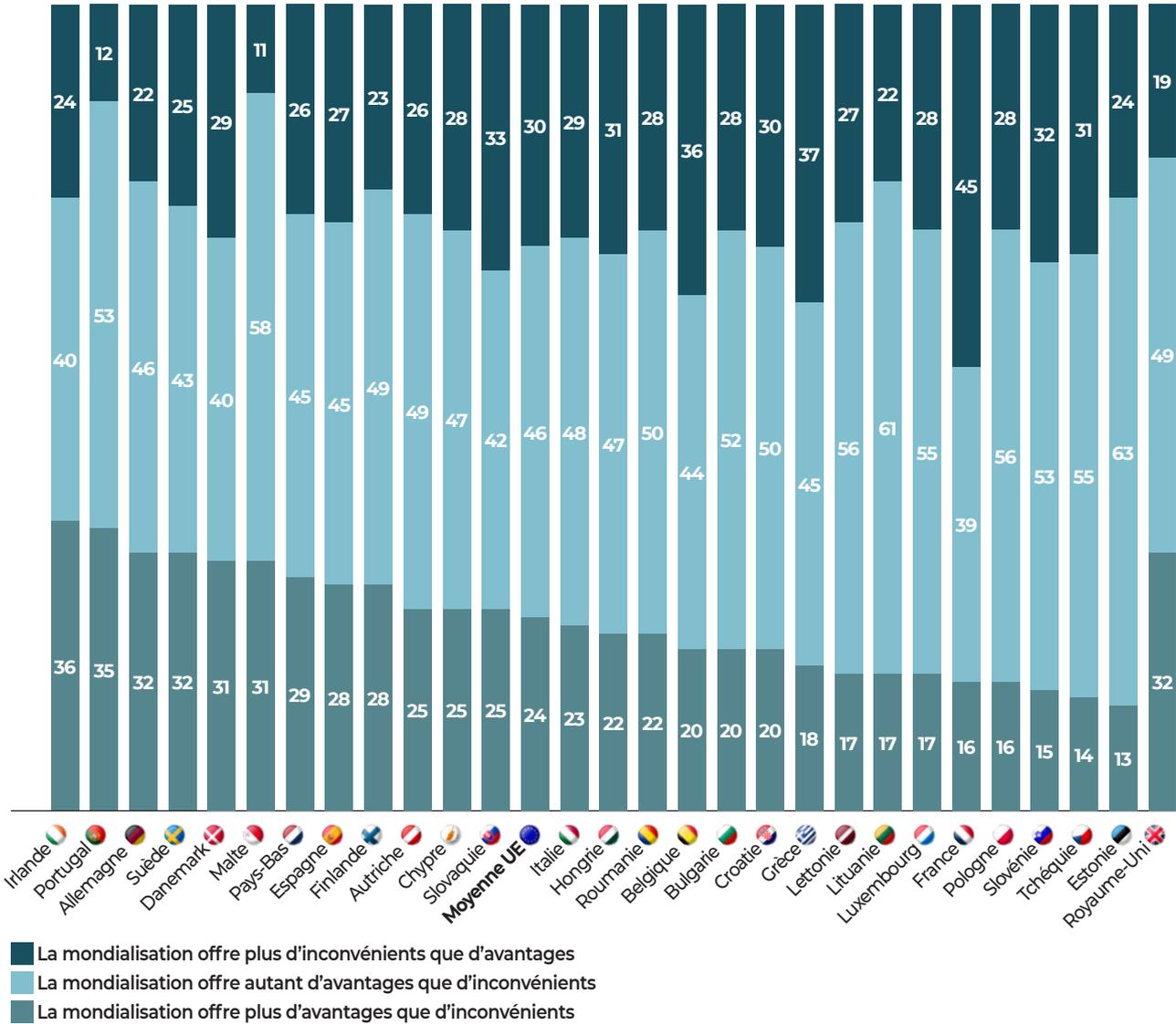
8. On peut citer les partis Syriza, en Grèce, Podemos, en Espagne ou Die Linke, en Allemagne. Sur Podemos, cf. Joan Marcet : « Podemos, entre populisme et radicalisme », in *L'opinion européenne en 2015*, Paris, Éditions Lignes de repères/Fondation pour l'innovation politique, Paris, 2015, pp. 23-31.

9. Cf. Stellina Galitopoulou : « La première victoire des populistes en Europe depuis la naissance de l'Union : analyse du scrutin grec de janvier 2015 », in *L'opinion européenne en 2015*, Paris, Éditions Lignes de repères/Fondation pour l'innovation politique, Paris, 2015, pp. 13-21.

Mondialisation, la fête est finie

Question : « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : Pays membres de l'Union européenne et Royaume-Uni



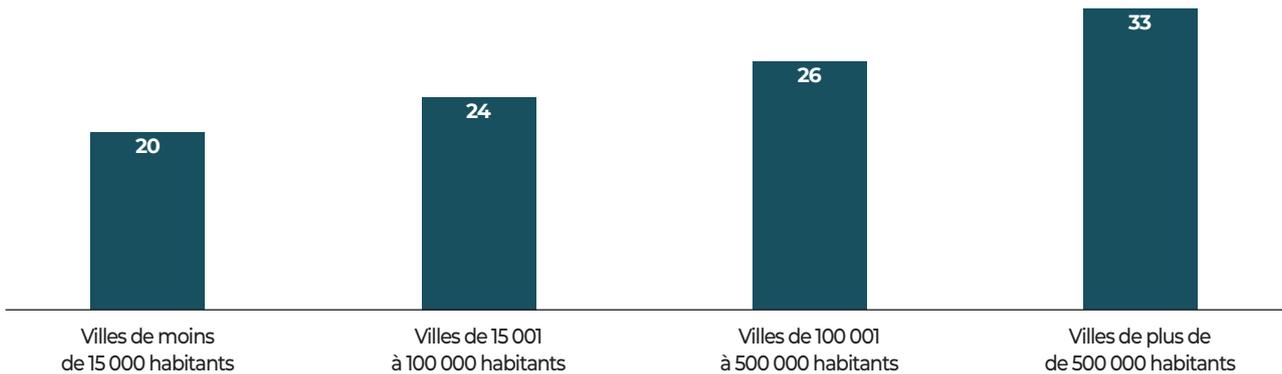
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Perception de la mondialisation et taille de la commune de résidence

Question : « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Réponses : « La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients »

Base : les répondants des pays de l'Union européenne selon la taille de la ville dans laquelle ils résident



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

b. L'agressivité de puissances hostiles (Russie, Chine, Iran, Turquie) favorise l'idée européenne

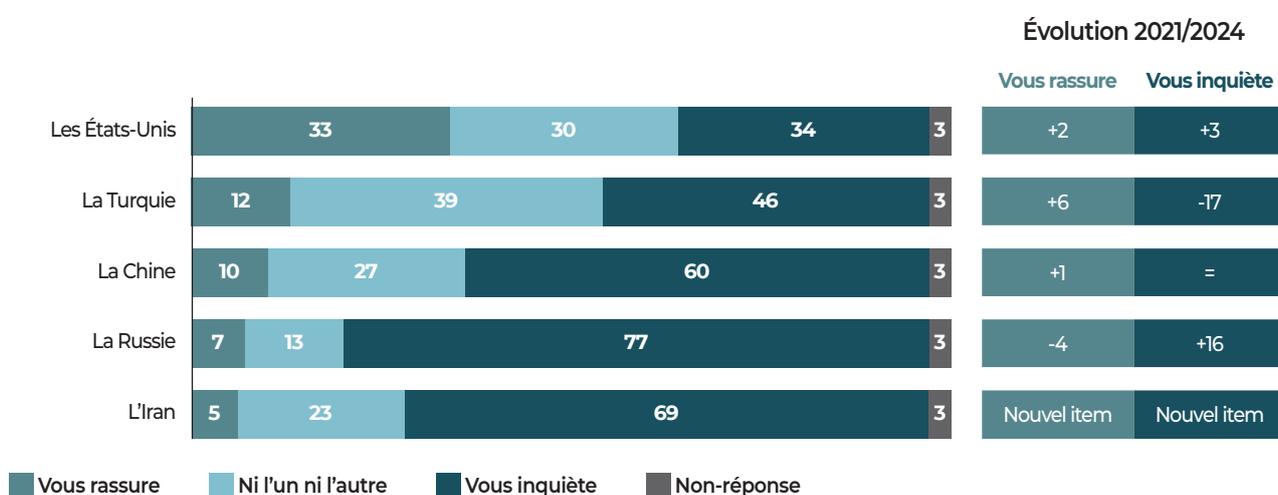
Pour bien des Européens, la mondialisation prend la forme d'une prolifération de crises de plus en plus diverses et de plus en plus violentes, auxquelles s'ajoute l'activisme déployé par des États attachés à renforcer leur despotisme sur le plan intérieur et à restaurer leur empire sur le plan extérieur.

La Russie, la Chine, mais aussi l'Iran et la Turquie sont perçus comme les pays qui ont mis fin à la période heureuse de la mondialisation initiale, celle durant laquelle le développement fulgurant du commerce permettait d'espérer un enrichissement universel, source sûre d'une paix durable accompagnée d'une propagation du modèle démocratique. À des degrés divers, ces pays inquiètent les Européens. Ils donnent à voir un monde auquel les Européens semblent ne plus être adaptés.

Un monde hostile

Question : « Pour chacun des pays suivants, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Base : Pays membres de l'Union européenne



Note : Les chiffres dans le tableau à droite indiquent l'évolution en points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête *Libertés, l'épreuve du siècle*, Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, Community of Democracies, Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, Fundación Nuevas Generaciones, República do Amanhã, 2022 [fondapol.org].

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

• Le cas de **la Turquie** mérite d'être spécifié parce qu'il met en lumière deux dimensions géopolitiques. La première dimension est d'ordre externe ; elle tient à la menace que les Européens éprouvent compte tenu de l'activisme turc, en Méditerranée, en Asie centrale, au Proche-Orient ou en Afrique. À la manière de la Russie, la Turquie tente de retrouver une partie de son influence passée. Cette agressivité turque ravive les inquiétudes de ses voisins européens. Les trois quarts des Grecs (72 %) et la quasi-totalité des Chypriotes (91 %) expriment leurs craintes vis-à-vis du comportement de la Turquie.

La seconde dimension de ce risque géopolitique est d'ordre interne. Les effets de l'activisme turc ne se limitent ni à la scène internationale ni aux voisins de la Turquie ; ils sont également ressentis à l'intérieur des États européens, en particulier dans les pays qui accueillent une importante diaspora turque. Dans ces pays, le niveau d'inquiétude suscité par la Turquie

est supérieur à la moyenne européenne (46 %) tel qu'en France (50 %), ou en Allemagne (52 %). Si l'inquiétude est également très répandue en Italie (47 %) et au Portugal (49 %), alors que ces pays n'accueillent pas une diaspora turque, c'est peut-être, pour l'Italie, en raison d'une proximité géographique périlleuse dans le cas d'un conflit régional opposant, par exemple, Ankara et Athènes. Mais la dégradation de l'image de la Turquie s'explique aussi par la tension permanente avec l'Union européenne, notamment depuis la crise migratoire de 2015, dans le contexte pénible de la mise en scène d'un islamisme belliqueux, volontiers antichrétien, de la part de Recep Tayyip Erdogan.

• Depuis son offensive lancée contre l'Ukraine, **la Russie** a donné raison à ceux qui la jugeaient menaçante. Plus des trois quarts des Européens (77 %) partagent ce jugement, en forte progression depuis 2021 (+16 points). Cette évolution mérite d'être soulignée. L'invasion de l'Ukraine, lancée le 24 février 2022,

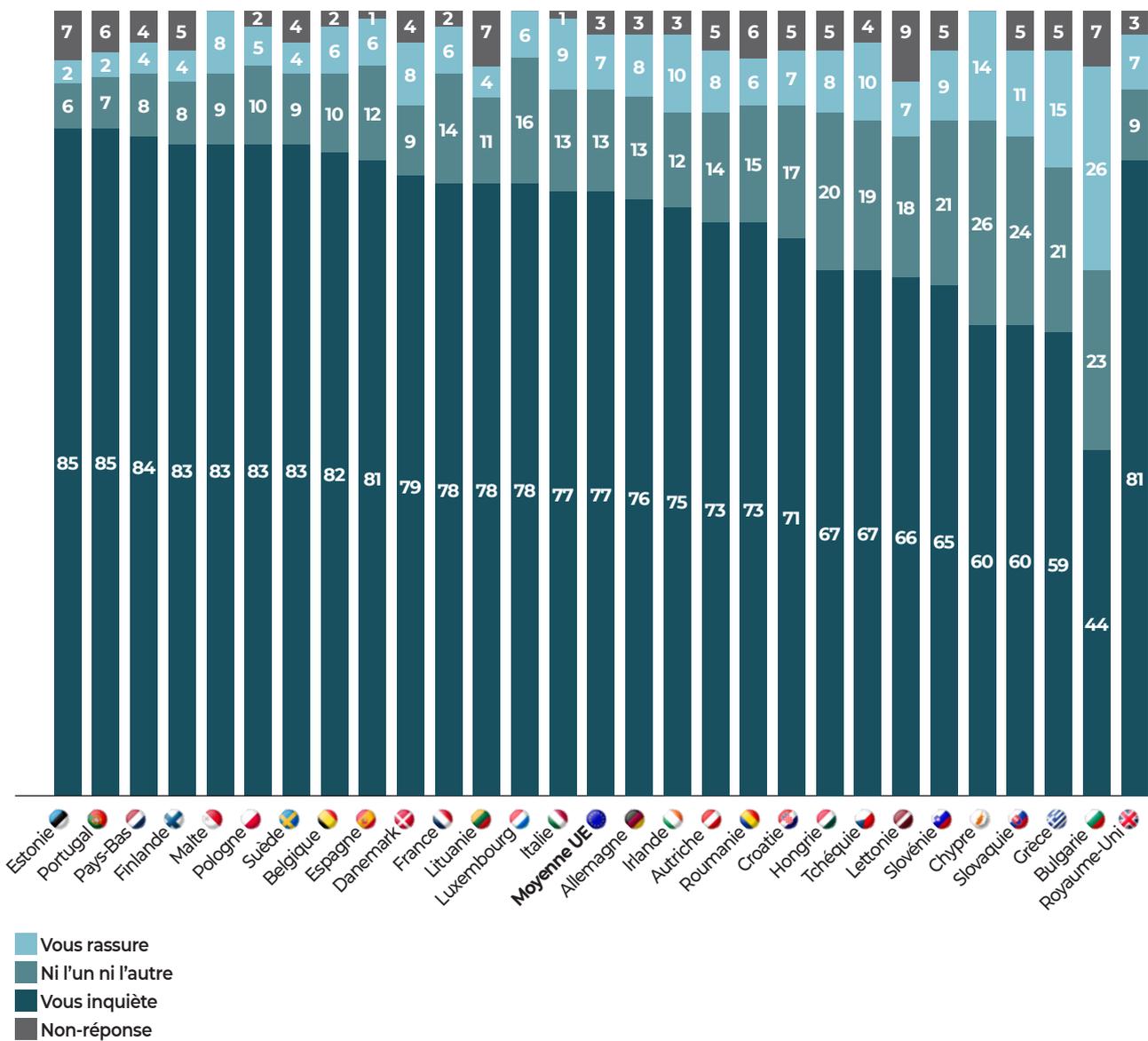
a provoqué une prise de conscience dans l'opinion publique quant aux ambitions impérialistes de la Russie ; elle a aussi contraint les Européens à revenir aux réalités de l'histoire, de la politique mondiale et à s'habituer à penser à nouveau l'irréductible

dangerosité du monde des États. Après les crises financières, migratoires, sanitaires, ce nouveau choc collectif joue un rôle déclencheur dans le mouvement de repli européen et dans l'affirmation du soutien à l'idée européenne.

La Russie mobilise, contre elle

Question : « Pour chacun des pays suivants, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre. La Russie »

Base : Pays membres de l'Union européenne et Royaume-Uni

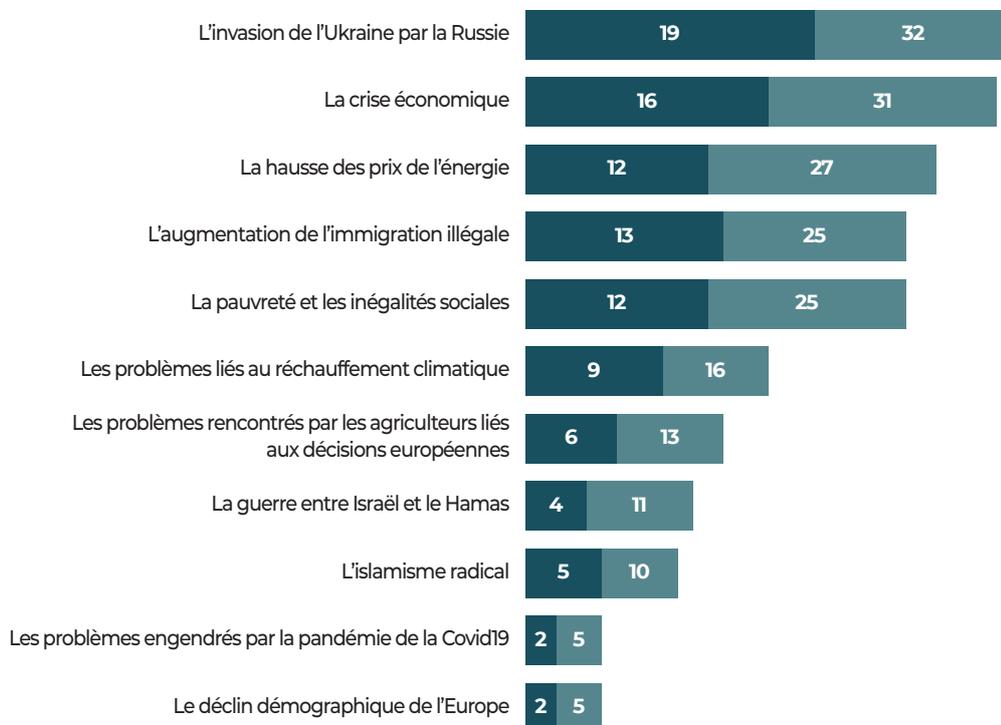


Un vote européen contre l'agression russe

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Base : Pays membres de l'Union européenne



■ En premier
■ Au total

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

• Avec la Russie et la Chine, **l'Iran** est le troisième pays à susciter l'inquiétude de la majorité des Européens (69 %). Notre enquête d'opinion ayant été menée entre le 22 mars et le 26 avril 2024, bien après l'attaque terroriste perpétrée par le Hamas, le 7 octobre 2023, les Européens ont découvert de nouveaux motifs de redouter les conséquences géopolitiques externes

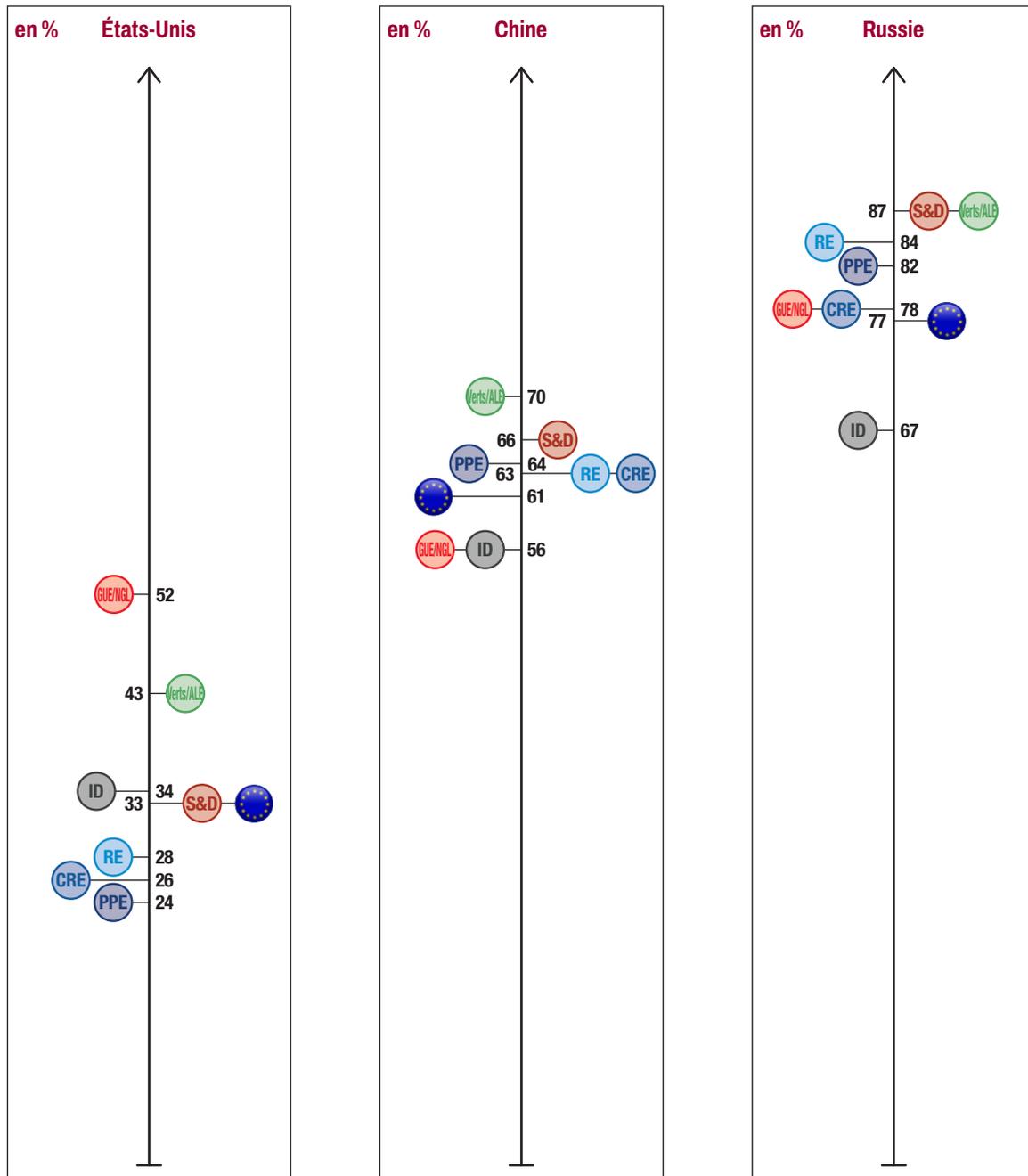
et internes de cette dictature religieuse, capable de provoquer des guerres, des attentats ou encore de susciter des troubles importants au sein même des sociétés européennes, par le recours à la mobilisation de la haine, à partir du sentiment religieux et en attisant l'antisémitisme et ses manifestations sur le sol européen.

Les États-Unis, la Chine et la Russie jugés par les électeurs européens

Question : « Pour chacun des pays suivants, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre. »

Réponse : « Vous inquiète »

Base : Pays membres de l'Union européenne



PPE Parti populaire européen (PPE)

S&D Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)

RE Renew Europe (RE)

ID Identité et démocratie (ID)

CRE Conservateurs et réformistes européens (CRE)

Verts/ALE Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)

GUE/NGL La Gauche (GUE/NGL)

Moyenne Union Européenne

Grille de lecture : Parmi les répondants qui disent voter pour un parti membre du groupe PPE au Parlement européen, 24 % se disent inquiets par rapport à l'attitude internationale des États-Unis.

c. La crainte d'une nouvelle guerre mondiale (60 %)

L'offensive russe en Ukraine a rendu aux Européens la conscience de la guerre, sur un continent où la paix, même partielle et relative, rassurait malgré tout depuis plus de 80 ans. Au printemps 2024, 60 % des Européens considèrent probable le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. Les plus inquiets sont les Chypriotes (83 %), les Croates (71 %), les Maltais (72 %), les Polonais (72 %), les Portugais (77 %), et les Roumains (74 %).

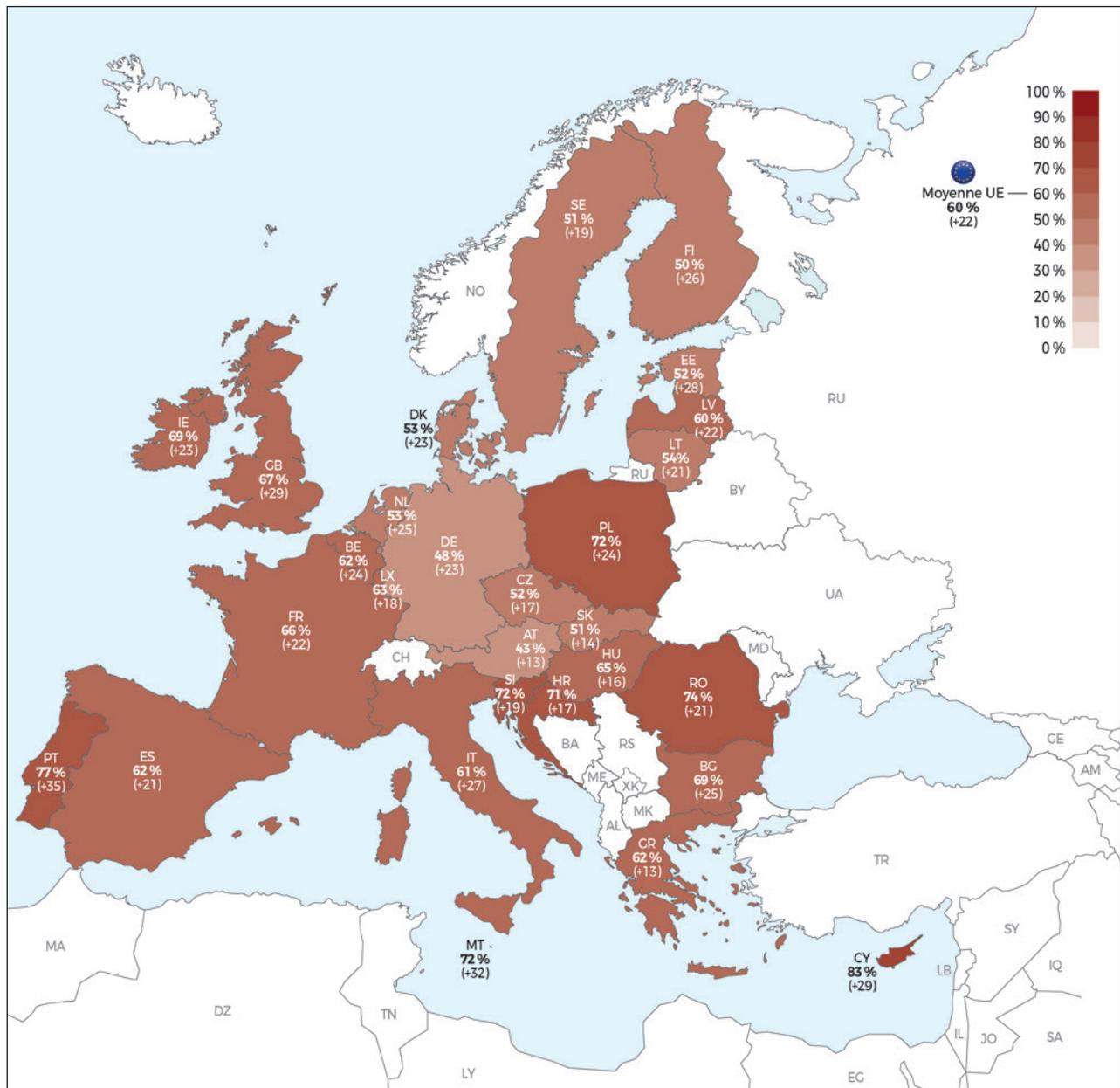
Ce chiffre progresse significativement par rapport aux résultats de notre enquête de 2021 (*Libertés : l'épreuve du siècle*). L'augmentation moyenne est de + 22 points pour l'ensemble de l'Union européenne. La progression la plus forte est enregistrée au Portugal (+35 points), à Chypre (+29 points), en Estonie (+ 28 points). La crainte d'une troisième guerre mondiale progresse dans tous les pays de l'enquête. Cette progression n'est jamais inférieure à 13 points.

La guerre, à nouveau aux portes de l'Union européenne

Question : « Pensez-vous qu'il est très probable, plutôt probable, plutôt improbable ou très improbable qu'une nouvelle guerre mondiale éclate dans les prochaines années ? »

Réponses : « Très probable » et « Plutôt probable »

Base : Pays membres de l'Union européenne et Royaume-Uni



Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent l'évolution en points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête *Libertés, l'épreuve du siècle*, Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, Community of Democracies, Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, Fundaçión Nuevas Generaciones, República do Amanhã, 2022 [fondapol.org].

d. De l'opinion au vote : l'effet proeuropéen de l'agression russe

L'enquête met en lumière les conséquences en termes d'opinion de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Mais le sujet est si grave et il suscite une inquiétude si vive que les opinions se traduisent en votes. Les 22 788 électeurs interrogés dans notre enquête citent comme première ou deuxième raison de leur vote l'agression de l'Ukraine par la Russie. L'attaque russe est certainement l'événement qui a le plus compté dans la détermination du vote lors des

élections européennes de juin 2024. Au total, un tiers des répondants (32 %) ont cité l'agression russe en premier ou en deuxième, et un cinquième (19 %) l'ont donné comme première raison. Le rôle de cette guerre dans le choix électoral est plus important encore dans les pays limitrophes de la Russie, comme on le voit par la place que cette agression a prise dans le choix du vote des Litvaniens (52 %), des Estoniens (61 %) et des Lettons (50 %). Dans l'ensemble des pays de l'ex-bloc soviétique, la guerre en Ukraine est citée en premier motif du choix électoral par 25 % des répondants.

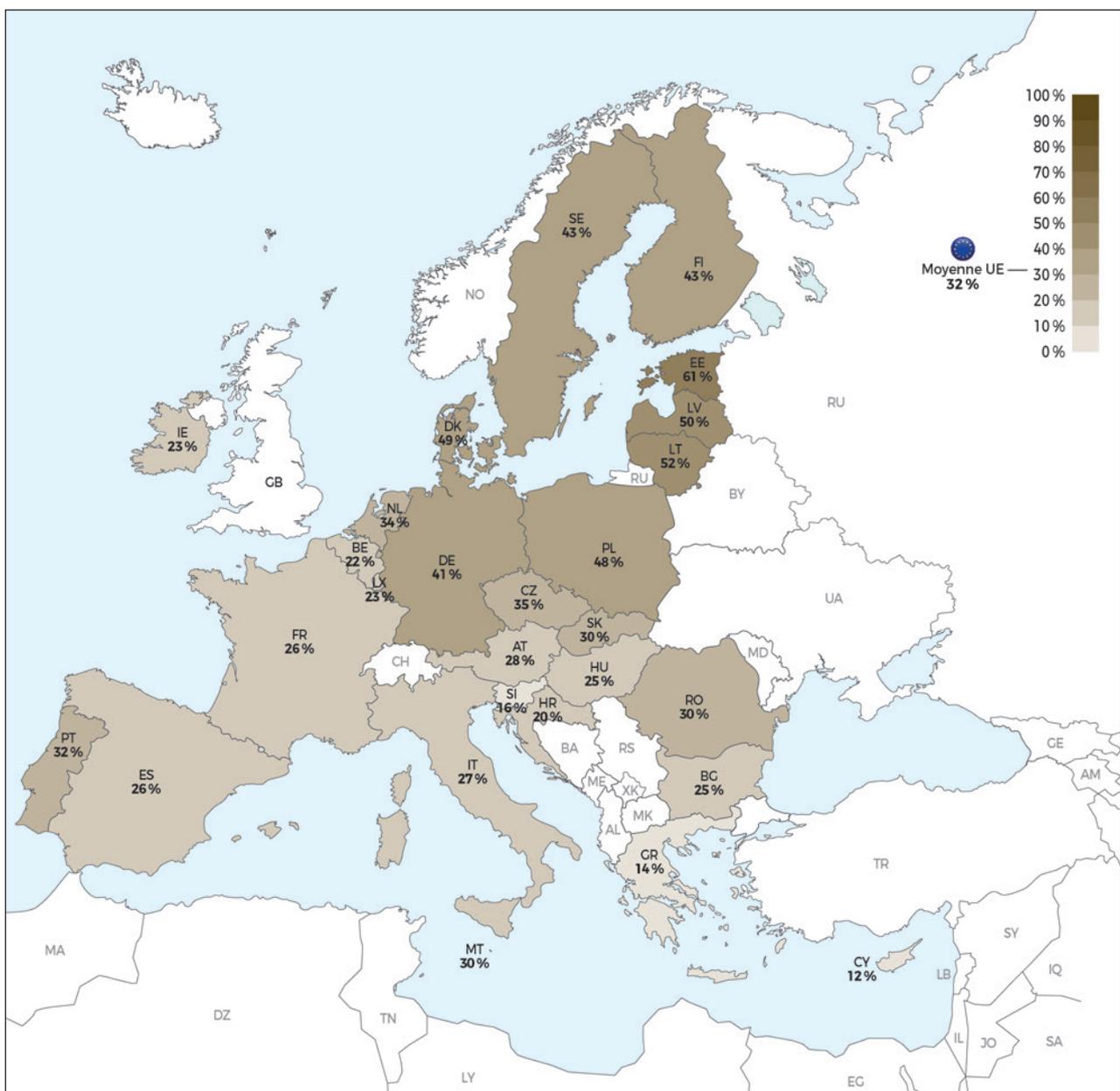
L'attaque de l'Ukraine par la Russie influence la décision électorale de juin 2024

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Réponse : « L'invasion de l'Ukraine par la Russie »

Base : Pays membres de l'Union européenne



L'histoire et la géographie expliquent évidemment une partie de l'impact électoral de ce conflit, qu'il s'agisse des pays baltes, de la Pologne ou des pays nordiques, mais d'autres pays ont fait de la guerre en Ukraine une raison importante de leur choix, sans avoir la même histoire ni la même géographie, ce qui atteste de l'impact général que cette agression a eu sur le choix électoral. Il existe bien sûr d'autres motivations et elles renvoient à d'autres configurations historiques et géographiques, à d'autres situations politiques. Ainsi, la crise économique est citée en première ou en seconde raison de leur vote par 47 % des Grecs, 37 % des Espagnols et 39 % des Italiens.

Enfin, il est intéressant de noter que l'agression de l'Ukraine par la Russie arrive en tête des motifs de vote chez les électeurs de droite des partis associés

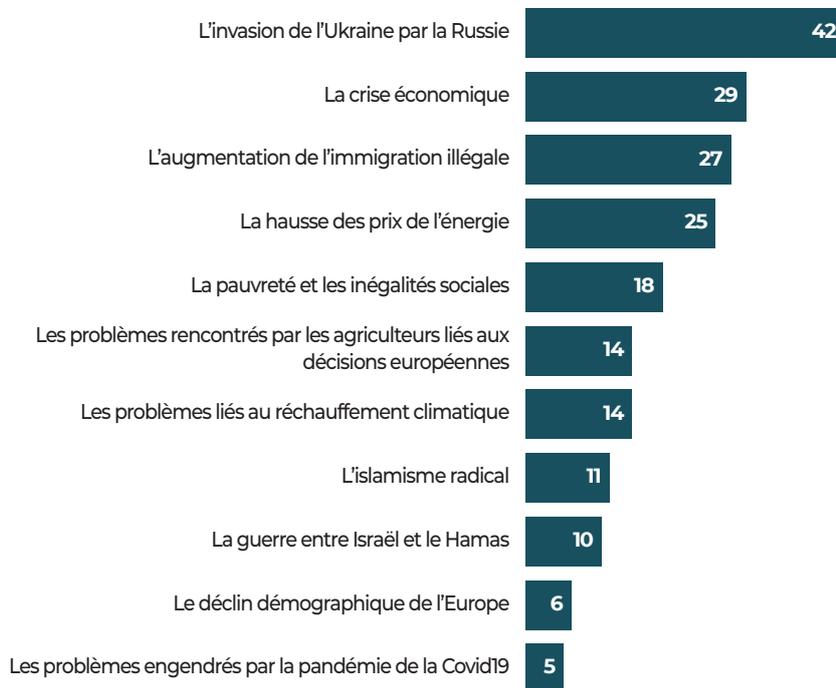
au Parti populaire européen (42 % au total), chez les électeurs de gauche des partis associés au groupe des Sociaux-Démocrates (37 %), chez les électeurs du centre des partis membres de Renew Europe (45 %) ; cette guerre est citée en deuxième position dans les raisons du choix électoral chez les électeurs des partis membres du groupe des Verts (37 %) et chez ceux du groupe associant des partis populistes du groupe des Conservateurs et réformistes européens (le CRE, 29 %) animé par Giorgia Meloni. L'attaque de l'Ukraine arrive en troisième position dans les raisons du vote pour les électeurs des partis adhérant au groupe de La Gauche (26 %) et en cinquième position pour les électeurs des partis adhérant au groupe Identité et Démocratie (ID, 20 %) le groupe du RN de Marine Le Pen.

Les raisons du vote pour les électeurs du PPE

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Base : les électeurs des partis membres du groupe du **Parti populaire européen (PPE)** au Parlement européen



Les raisons du vote pour les électeurs des S&D

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Base : les électeurs des partis membres du groupe **Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D)**



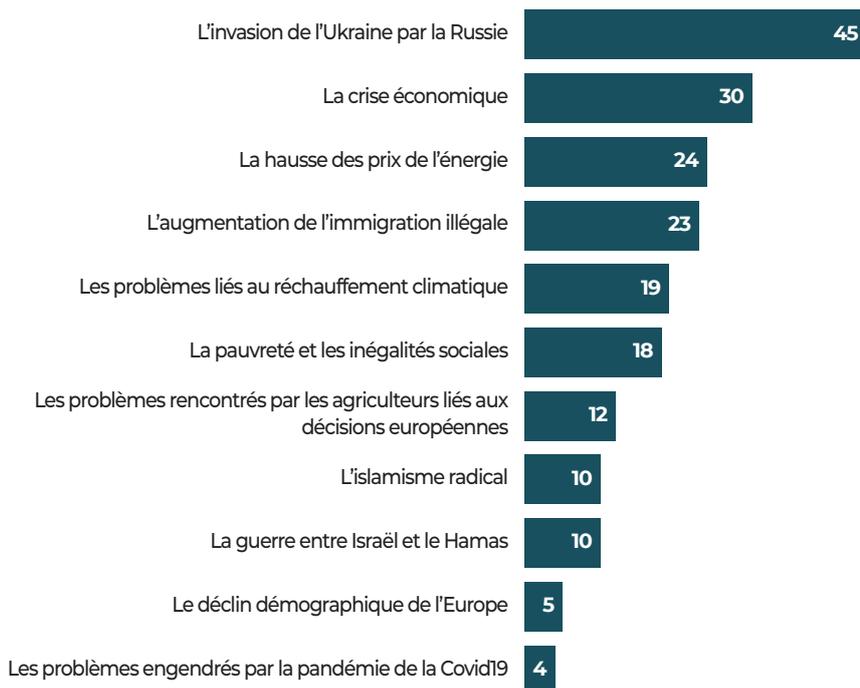
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Les raisons du vote pour les électeurs de Renew Europe

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Base : les électeurs des partis membres du groupe **Renew Europe (RE)** au Parlement européen



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Les raisons du vote pour les électeurs des Verts/ALE

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Base : les électeurs des partis membres du groupe des **Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)** au Parlement européen



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Les raisons du vote pour les électeurs de GUE/NGL

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Base : les électeurs des partis membres du groupe de **La Gauche au Parlement européen (GUE/NGL)**



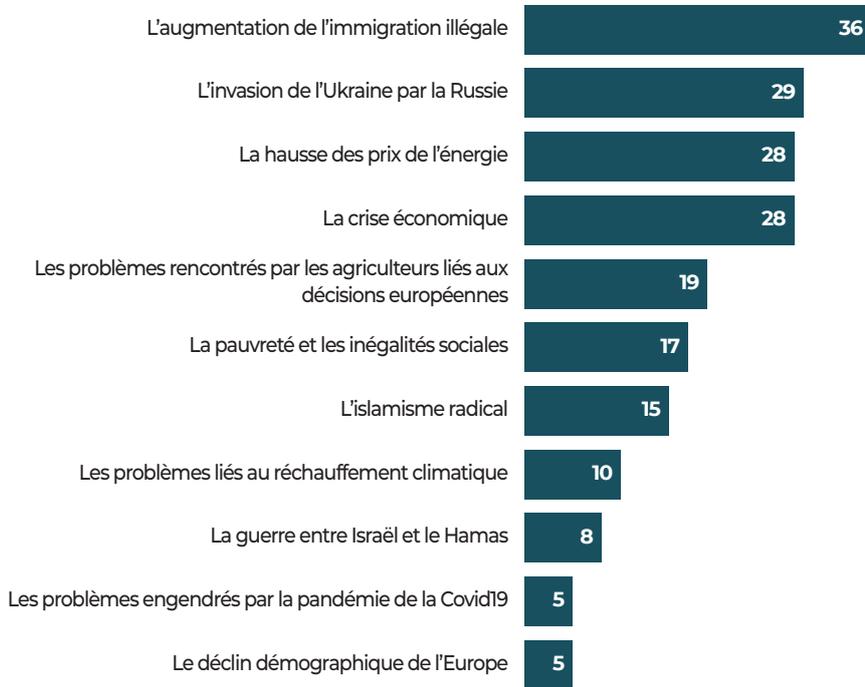
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Les raisons du vote pour les électeurs des CRE

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Base : les électeurs des partis membres du groupe des **Conservateurs et réformistes européens (CRE)** au Parlement européen



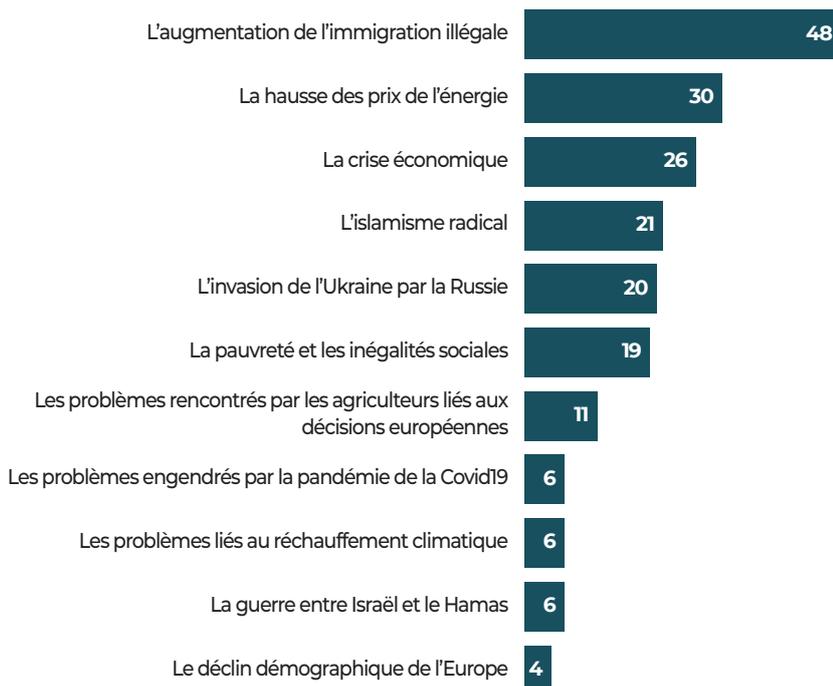
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Les raisons du vote pour les électeurs de ID

Question : « Parmi les problèmes rencontrés récemment en Europe, quel est celui qui pèsera le plus dans votre choix de vote/décision d'aller voter lors des élections européennes du 6-9 juin 2024 ? »

En premier et en deuxième

Base : les électeurs des partis membres du groupe **Identité et démocratie (ID)** au Parlement européen



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

II. Les Européens à la recherche d'une puissance publique

1. Que peuvent les États pour leur peuple ?

L'époque préoccupe les Européens. On peut constater la crainte d'un déclin. Surtout, on décèle la vivacité d'une inquiétude, celle que suscite l'incapacité des États à répondre au défi historique auquel sont confrontés les Européens. Leur doute est de plus en plus profond s'agissant de la capacité de l'État. Ce doute, que je nomme « stato-scepticisme », a été moins souvent considéré que « l'euroscepticisme », abondamment évoqué et convoqué ; le stato-scepticisme est rarement évoqué dans les médias et en politique. Il est pourtant bien plus consistant et présent¹⁰. À la lecture des résultats de l'enquête, on comprend que, pour les Européens, ce doute sur les capacités de la puissance publique nationale ne peut perdurer sans risque politique. La demande d'un repli européen implique la recherche d'une puissance publique européenne.

a. Le peuple abandonné par les populistes : le « Brexit »

En 2016, le Brexit l'a emporté avec 51,9 % des suffrages (17 410 742 suffrages pour ; 16 141 241 suffrages contre), avec un taux de participation de 72,2 %.

Depuis ce référendum historique, qui voit un pays décider de quitter l'Union européenne, et à la suite de la mise en œuvre de cette décision, le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni est devenu un pays tiers de l'Union européenne¹¹. L'âpre divorce consommé, Britanniques et Européens se retrouvent aussitôt dans le même regard rétrospectif sur le référendum qui a changé le visage du Royaume-Uni et de l'Union européenne. En 2021, 48 % des Britanniques estimaient que leur pays s'en sortirait moins bien en dehors de l'Union européenne ; en 2024, ils sont 51 % à exprimer ce jugement. De même, en 2021, un tiers (33 %) pensaient qu'ils s'en sortiraient mieux sans l'Europe, ils ne sont plus que 28 % aujourd'hui. En 2024, à l'échelle de l'Union européenne, la moitié des citoyens (46 %) pensent que le Royaume-Uni s'en sortira moins bien et seul un cinquième (21 %) des Européens jugent que le Royaume-Uni « s'en sort mieux hors de l'Union européenne ».

L'autre surprise du référendum britannique a été la disparition politique des vainqueurs quelques jours après leur victoire. Les « brexiters » ont été incapables d'organiser une force politique. Leur victoire a résulté d'un fourre-tout électoral démagogique. Au Royaume-Uni, comme en France ou aux Pays-Bas, les forces ainsi réunies un court instant se sont dispersées aussitôt la victoire obtenue. Une majorité pour rien.

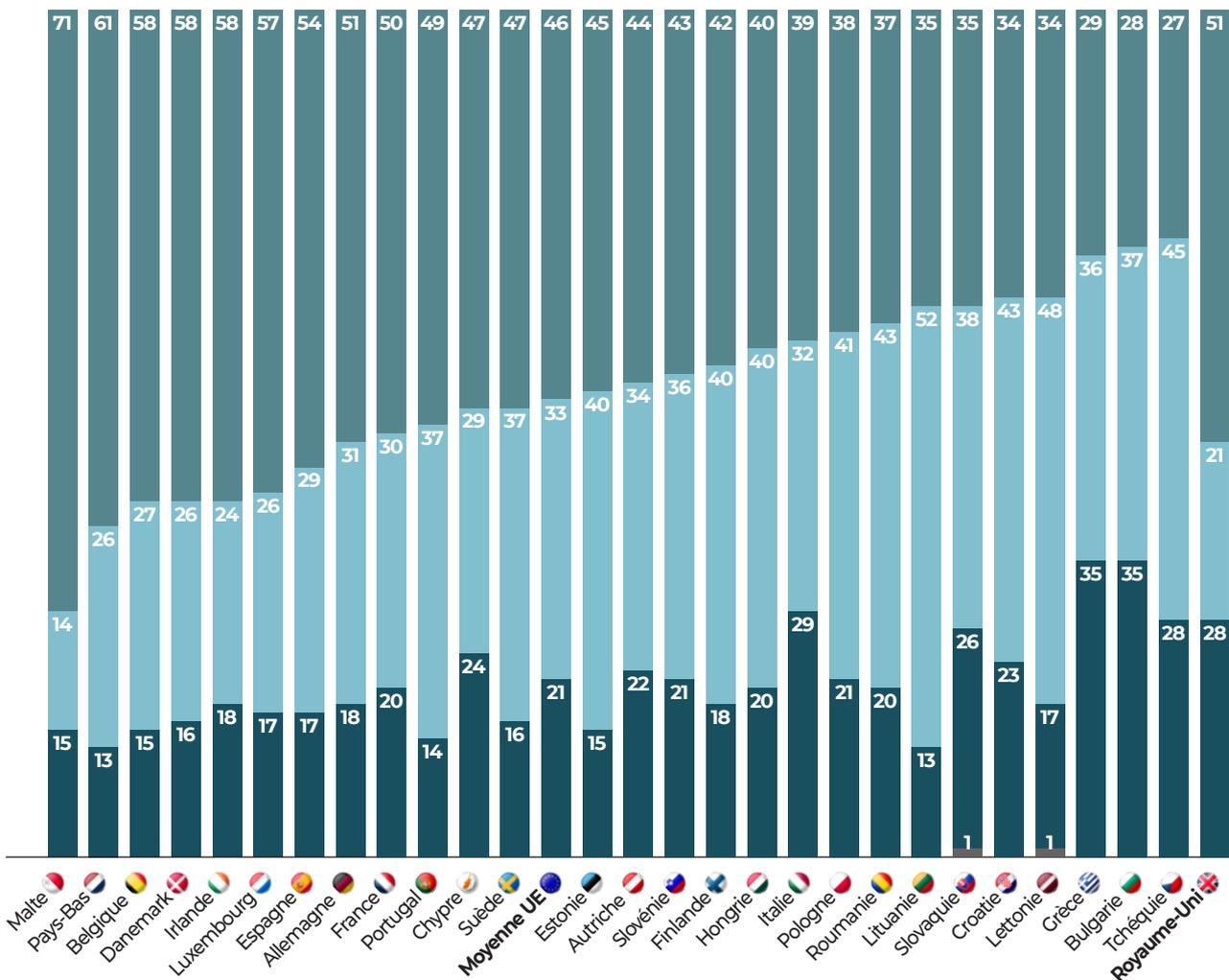
10. Cf. Dominique Reynié, « L'avènement d'un stato-scepticisme européen », *L'opinion européenne en 2008*, 2008, Lignes de repères/ Fondation Robert Schuman, p. 11-36.

11. Cf. *Libertés, l'épreuve du siècle*, op.cit. p.55 et suivantes [fondapol.org].

Les Européens ne voient pas l'intérêt qu'ont eu les Britanniques à quitter l'Europe

Question : « Le Royaume-Uni s'est retiré de l'Union européenne en janvier 2020, à la suite d'un référendum organisé en 2016. Selon vous, le Royaume-Uni : »

Base : Pays membres de l'Union européenne et Royaume-Uni



- S'en sort mieux hors de l'Union européenne
- S'en sort de la même manière avec ou sans l'Union européenne
- S'en sort moins bien hors de l'Union européenne
- Non-réponse

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Dans les pays fondateurs de l'Union européenne qui avaient accueilli le Royaume-Uni, le 22 janvier 1972, les répondants qui pensent que les Britanniques s'en sortiraient moins bien hors de l'UE sont plus nombreux que la moyenne des Européens (49 %).

Cette opinion critique est partagée par 50 % des Français, 51 % des Allemands, 57 % des Luxembourgeois, 58 % des Belges et 61 % des Néerlandais. Les Italiens (39 %) sont moins nombreux à partager ce jugement.

Les Britanniques ont eu tort de quitter l'Union européenne

Question : « Le Royaume-Uni s'est retiré de l'Union européenne en janvier 2020, à la suite d'un référendum organisé en 2016. Selon vous, le Royaume-Uni : »

Base : Le Royaume-Uni

		« S'en sort mieux hors de l'Union européenne »		« S'en sort de la même manière avec ou sans l'Union européenne »		« S'en sort moins bien hors de l'Union européenne »	
		2021	2024	2021	2024	2021	2024
Moyenne Royaume-Uni		33	28	19	21	48	51
Genre	Hommes	38	30	15	21	47	49
	Femmes	29	25	23	21	48	54
Âge	18-34 ans	28	32	21	25	51	43
	35-59 ans	32	23	20	21	48	55
	60 ans et plus	42	30	14	17	44	53
Catégories socioprofessionnelles	Cadres dirigeants d'entreprise	46	54	22	29	32	14
	Professions intellectuelles et scientifiques	28	24	16	15	56	61
	Professions intermédiaires salariées	25	29	12	22	63	49
	Petits entrepreneurs	26	8	11	28	63	64
	Employés qualifiés	31	21	18	20	51	59
	Ouvriers qualifiés	42	33	13	29	45	38
	Personnels de services, employés de commerces et ouvriers peu qualifiés	33	19	23	34	44	47
	Retraités	42	29	14	13	44	58
Catégorie d'agglomération	Sans emploi	33	23	28	23	39	54
	Villes de moins de 15 000 habitants	36	28	20	18	44	54
	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	35	26	22	22	43	52
	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	31	20	16	22	53	58
Âge de fin d'étude	Villes de plus de 500 000 habitants	28	33	16	23	56	43
	Avant 21 ans	41	30	21	24	38	46
	21 ans ou plus	27	27	16	18	57	55
Autopositionnement sur l'échelle gauche-droite	Encore étudiant	22	13	23	23	55	64
	Gauche	9	8	9	9	82	82
	Centre	38	36	25	23	37	41
Intérêt pour la politique	Droite	66	42	13	29	21	29
	Oui	35	29	11	20	54	51
Opinion sur la manière dont le ménage s'en sort à la fin du mois	Non	31	22	34	25	35	52
	Plutôt difficilement	31	25	24	19	45	56
	Plutôt facilement	35	35	16	22	49	43

Note : Les chiffres dans les colonnes 2021 présentent les résultats de l'enquête *Libertés : l'épreuve du siècle*, Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, Community of Democracies, Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, Fundación Nuevas Generaciones, República do Amanhã, 2022 [fondapol.org].

Grille de lecture : 30 % des hommes en 2024 ont répondu « S'en sort mieux hors de l'Union européenne », 21 % ont répondu « S'en sort de la même manière avec ou sans l'Union européenne », 49 % ont répondu « S'en sort moins bien hors de l'Union européenne »

Dear Brits, come back home!

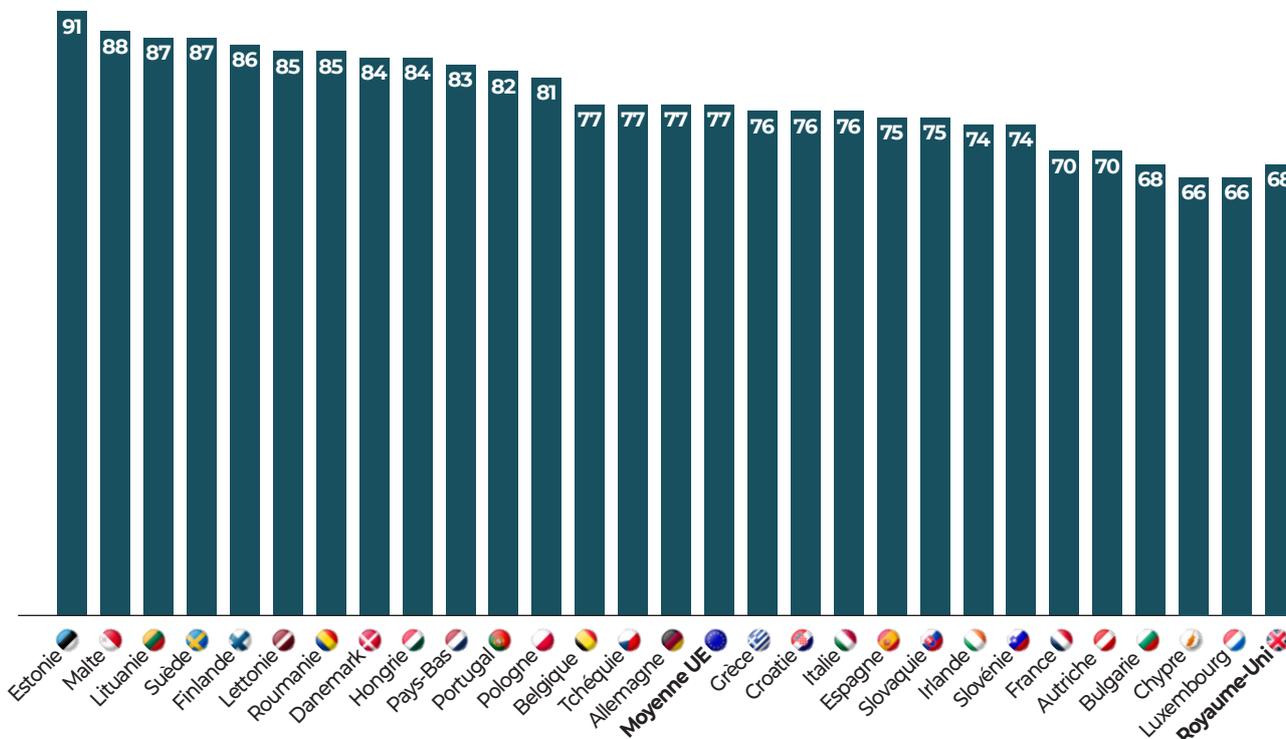
Questions :

- Aux pays de l'UE : « Si les Britanniques souhaitent revenir dans l'Union européenne, y seriez-vous favorable ou opposé ? » ;

- Au Royaume-Uni : « Seriez-vous favorable ou opposé à un retour du Royaume-Uni dans l'Union européenne ? »

Réponses : « Tout à fait favorable » et « Plutôt favorable »

Base : Pays membres de l'Union européenne et Royaume-Uni



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

b. De l'euro-scepticisme au stato-scepticisme : les institutions européennes suscitent plus de confiance que les institutions nationales

Le soutien des citoyens à l'Union européenne se vérifie aussi dans la confiance qu'ils accordent à la Commission européenne (57 %) et au Parlement européen (57 %). Dans une époque de grande défiance politique, on notera que la confiance dans les institutions européennes est en forte progression par rapport à notre enquête de 2021. La hausse est de 10 points pour la confiance dans la Commission européenne, et de 10 points pour la confiance dans le Parlement européen. Par comparaison, ce niveau est nettement supérieur à la confiance que les citoyens accordent à leurs institutions politiques nationales, qu'il s'agisse du gouvernement de leur pays (44 %) ou de leur parlement national (51 %).

À l'exception du Luxembourg, où la confiance dans la Commission européenne (57 %) est inférieure à la confiance dans le gouvernement national (65 %), dans tous les autres États la Commission bénéficie

d'un niveau de confiance plus élevé que les gouvernements nationaux. Le Parlement européen suscite également une plus grande confiance que les parlements nationaux, à l'exception de cinq pays, le Luxembourg (53 % contre 69 %), les Pays-Bas (64 % contre 65 %), la Suède (57 % contre 60 %), l'Autriche (45 % contre 51 %) et la France (47 % contre 50 %).

Dans les pays de l'ancien bloc soviétique, ceux qui ont rejoint, il y a une trentaine d'années, le processus de démocratisation, on note un écart moyen de 18 points entre la confiance dans la Commission européenne (55 %) et la confiance dans le gouvernement national (37 %) et un écart de 15 points entre la confiance dans le Parlement européen (55 %) et la confiance dans les parlements nationaux (40 %). Cette confiance plus forte à l'égard des institutions européennes traduit aussi la perception d'une Union européenne garante de l'État de droit, de la démocratie, des libertés, dans des pays où, en 2021, les gouvernements nationaux étaient encore perçus comme une potentielle menace pour la démocratie par 44 % de leurs citoyens¹².

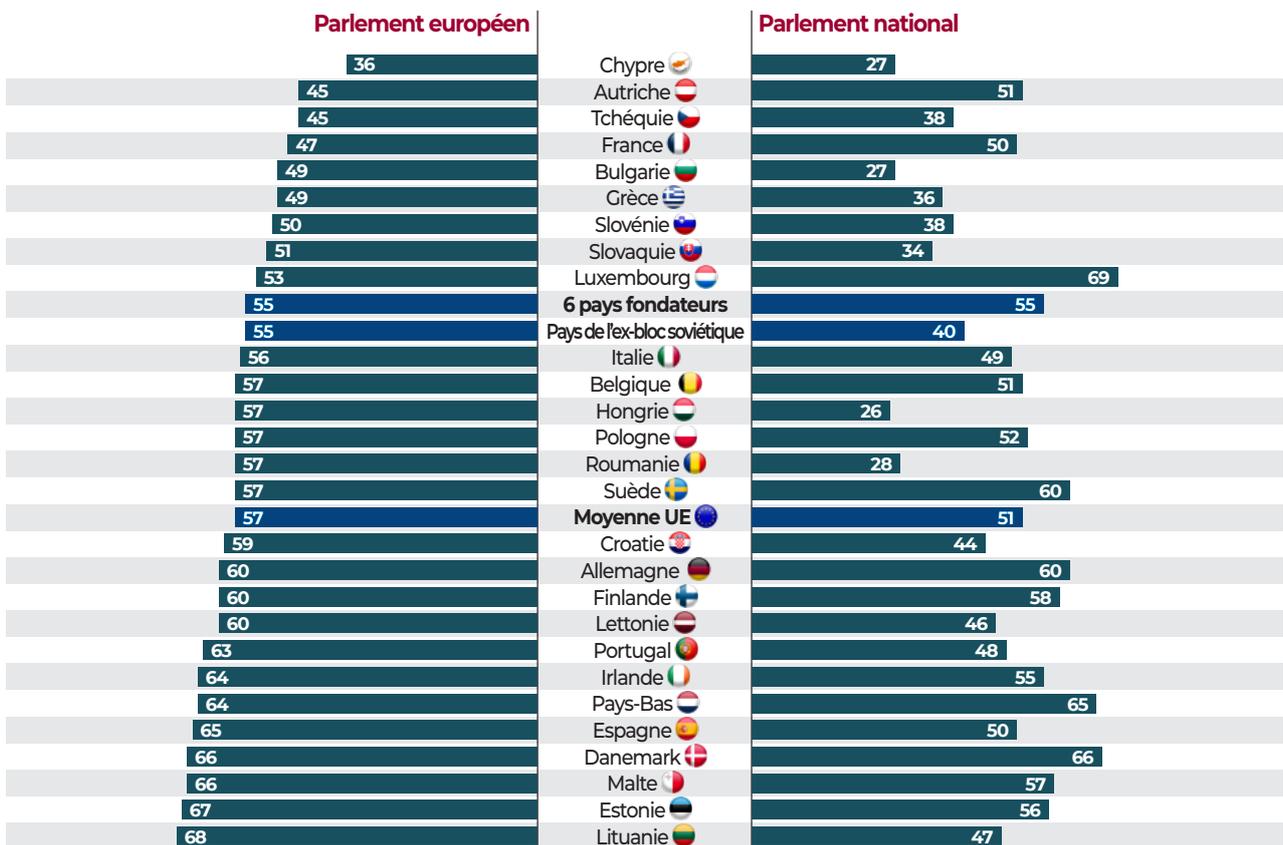
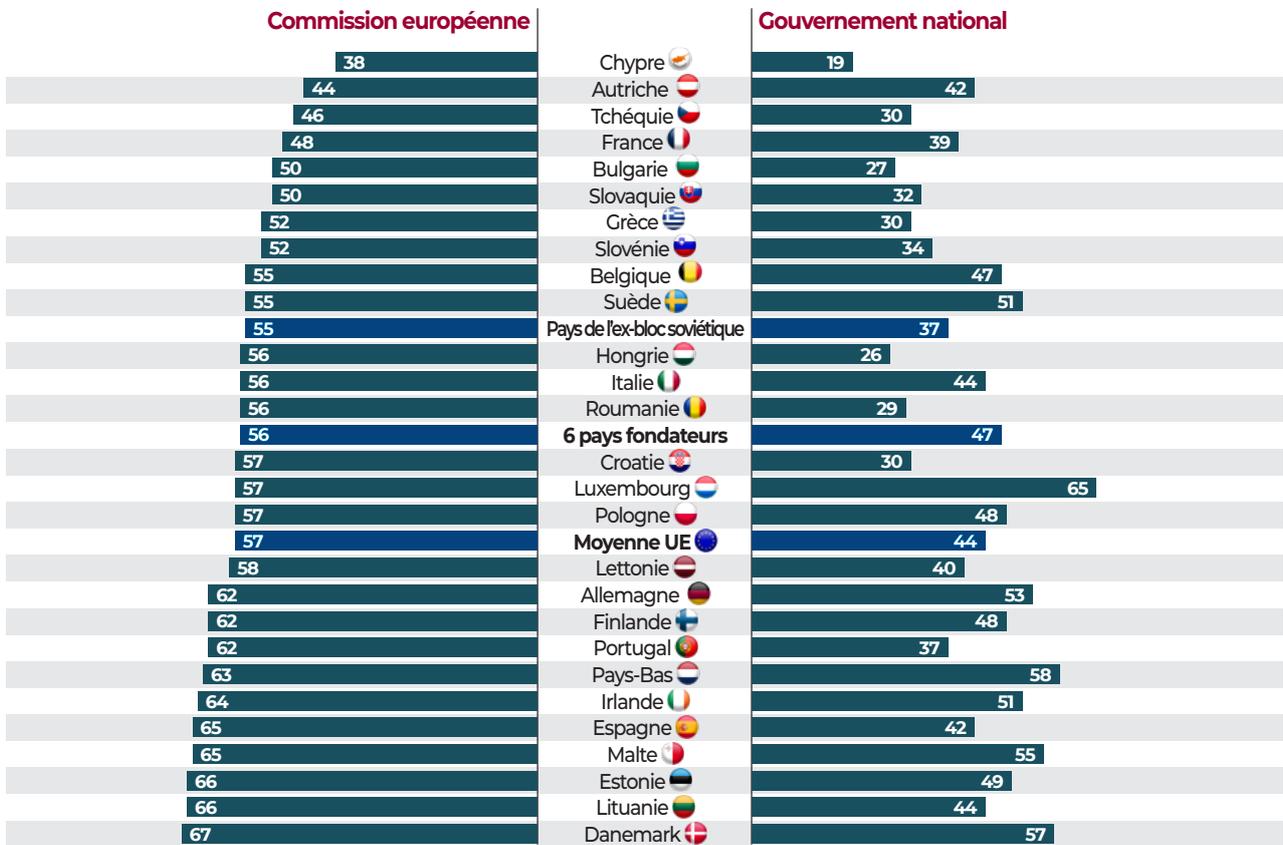
12. *Libertés : l'épreuve du siècle*, op.cit. p.51 [fondapol.org].

Une illustration du stato-scepticisme des Européens

Question : « Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout : »

Réponses : « Tout à fait confiance » et « Plutôt confiance »

Base : Pays membres de l'Union européenne



c. Le vote populiste est une composante de l'appel des Européens pour une puissance publique supplémentaire

Le danger s'est insinué partout dans le monde. Le sentiment de l'instabilité s'est emparé des Européens qui, dorénavant, refusent ce flottement entre deux pouvoirs qui convergeraient dans une même inconsistance ; d'un côté, l'État, dont les capacités sont manifestement compromises par le mouvement de l'histoire, la mondialisation, la démographie, l'endettement, les problèmes énergétiques, de sécurité, d'indépendance technologique, sanitaires, stratégiques, ou encore l'impréparation des forces armées, voire leur inexistence ; de l'autre côté, l'Union européenne, empêchée par les États membres de développer sa puissance. Une bonne compréhension de l'opinion européenne actuelle conduit à prendre en compte une demande de restauration de la puissance publique. C'est notamment parce que cette demande est restée sans réponse qu'une telle poussée populiste a été possible au cours des vingt-cinq années qui viennent de s'écouler.

À l'inverse, c'est dans l'attente d'une puissance publique supplémentaire qu'une nouvelle demande d'Europe, une demande populaire, s'installe au cœur de l'opinion européenne. Confrontés à la mondialisation, aux menaces qu'elle transporte, aux forces hostiles au Vieux continent, la plupart des Européens ne croient pas ou ne croient plus aux capacités de leurs États à s'appuyer sur leurs propres forces. Par pragmatisme, et non par idéal comme l'illustre le succès de l'euro,

les Européens sont disposés à l'affirmation d'une puissance publique européenne ; dotés d'un sens de l'Histoire plus aigu que celui de la plupart de leurs chefs et de leurs représentants, ils aspirent à une puissance publique européenne, supplémentaire, qui serait mieux dimensionnée pour affronter les temps nouveaux. C'est faute d'une européisation de la puissance publique que les citoyens se résigneront au repli nationaliste.

2. La sécurité, première des revendications

a. Le soutien à l'Otan (65 %)

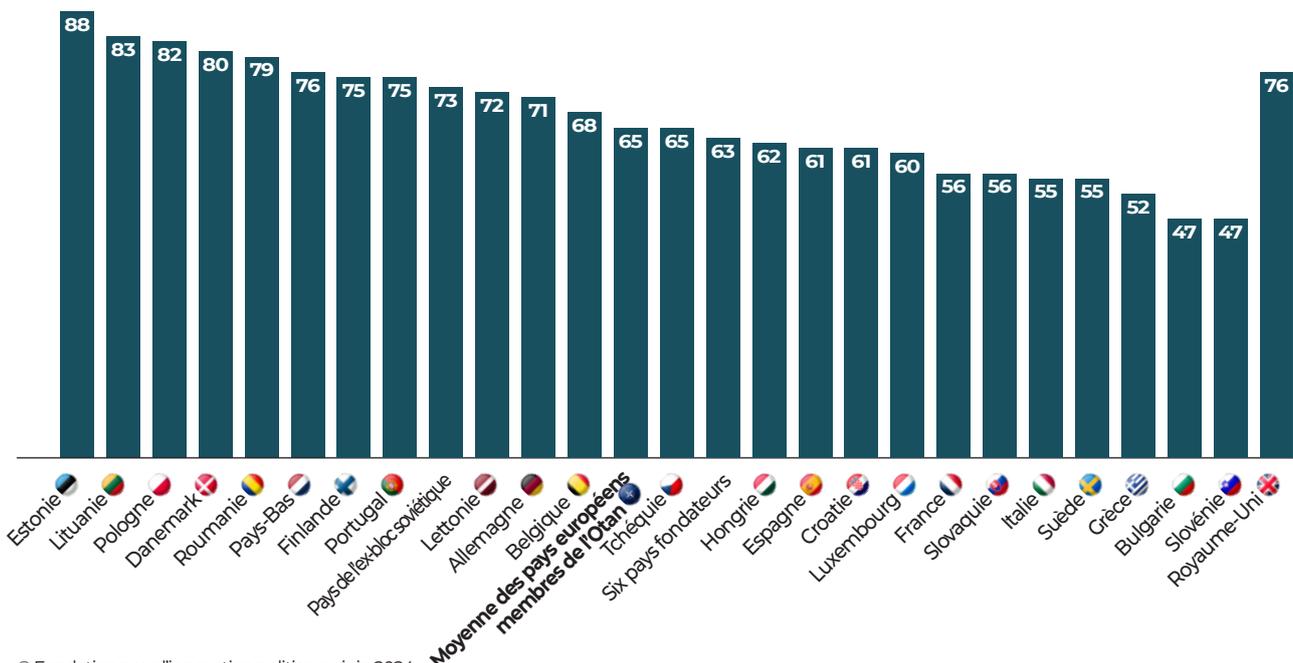
Les Européens n'ont pas le choix. Face à la montée des menaces, compte tenu de l'impréparation de la plupart de leurs États et de l'absence, au moins jusqu'à très récemment, d'une volonté militaire commune, l'Otan s'impose comme l'unique dispositif de sécurité. Dans ce soutien, on peut noter l'expression d'un atlantisme opportuniste quand la réalité l'impose. Certes, le soutien à l'Otan signe la popularité de l'allié américain, et les Européens expriment leur certitude que les États-Unis leur viendront en aide en cas de guerre ; mais le soutien à l'Otan résulte aussi d'une perception de la dangerosité de la nouvelle époque, ce qu'appréhendent plus nettement les Baltes, les Polonais, les Finlandais et les Suédois que Vladimir Poutine a littéralement jetés dans les bras de l'organisation militaire atlantiste.

L'adhésion à l'Otan est populaire dans la plupart des pays membres

Question : « L'Otan est une alliance militaire composée de pays européens, dont le vôtre, de la Turquie, des États-Unis et du Canada. Pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'Otan est : »

Réponse : « Une bonne chose »

Base : Pays de l'Union européenne membres de l'Otan et Royaume-Uni



La guerre en Ukraine a ranimé le sens de l’Otan. Né de la guerre froide, son objectif initial était la sécurité de l’Europe, exposée à la menace soviétique. Les deux tiers (65 %) des Européens considèrent que “c’est une bonne chose” que leur pays soit membre de l’Otan. La satisfaction atteint des niveaux records dans les pays limitrophes de la Russie : en Estonie (88 %), en Lituanie (83 %) ou en Pologne (82 %). Dans ce contexte de fortes tensions internationales, l’Otan est vue comme une architecture de sécurité européenne fiable. C’est aussi la seule.

b. Les Européens souhaitent une armée commune, en complément des armées nationales (67 %)

Les deux tiers (67 %) des Européens sont dans l’attente d’une défense commune. L’expression de cette préférence n’est pas nouvelle, mais elle est restée lettre morte¹³ depuis l’échec de la Communauté européenne de défense, la CED, il y a soixante-dix ans, en 1954. Les chiffres relevés en 2024 montrent une augmentation de 12 points par rapport à notre précédente enquête, en 2021¹⁴. Le souhait « que l’Union européenne se dote d’une armée commune à tous les États membres, en complément de celle de chaque pays », est partagé par une majorité d’électeurs, et dans la plupart des États, puisque l’on ne relève que

Les États-Unis vus d’Europe

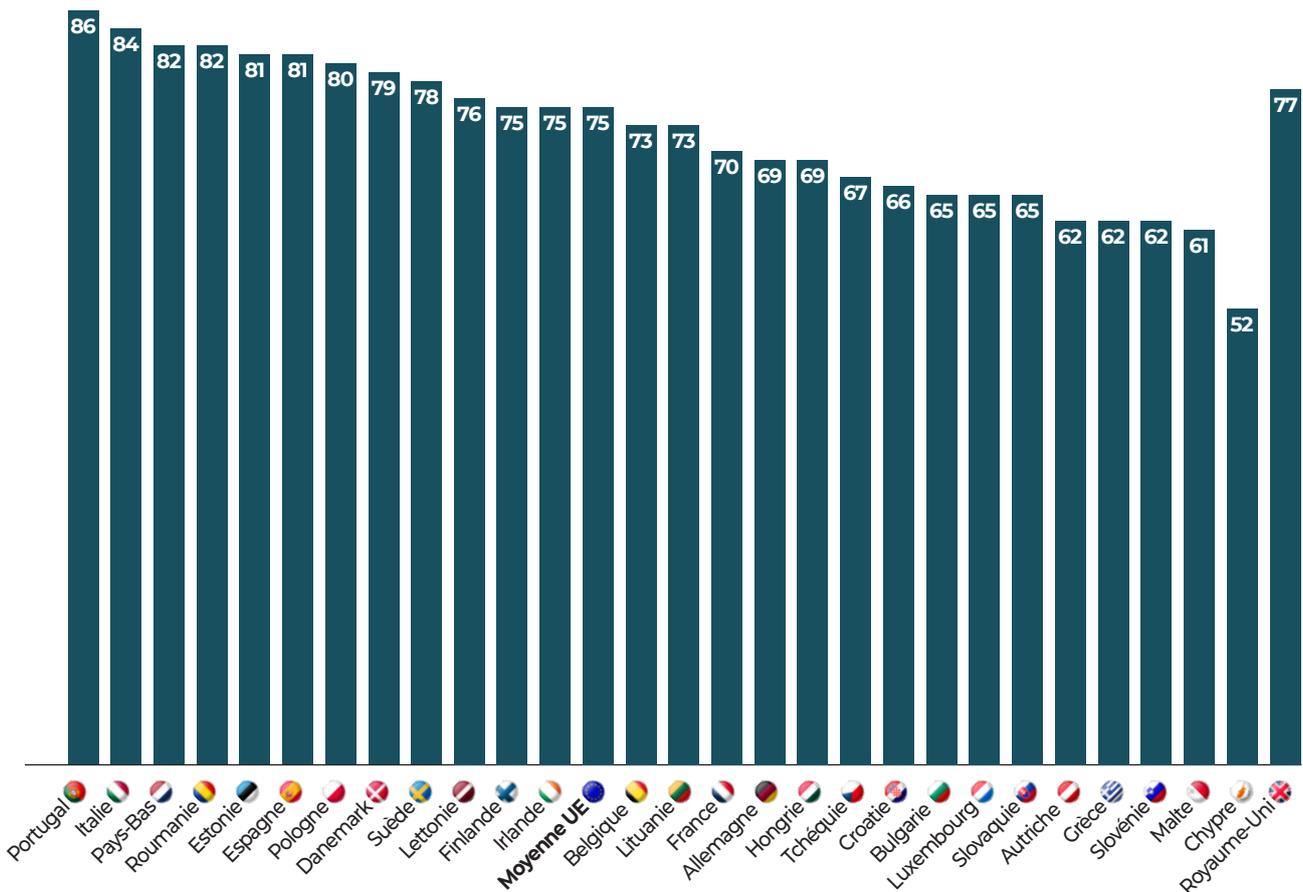
Question :

- *Aux pays de l’UE :* « Selon vous, en cas d’attaque par une puissance militaire extérieure contre des pays de l’Union européenne, les Européens pourraient-ils compter sur l’aide militaire des États-Unis ? » ;

- *Au Royaume-Uni :* « Selon vous, en cas d’attaque par une puissance militaire extérieure contre le Royaume-Uni, les Britanniques pourraient-ils compter sur l’aide militaire des États-Unis ? »

Réponses : « Oui, certainement » et « Oui, probablement »

Base : Pays membres de l’Union européenne et Royaume-Uni



© Fondation pour l’innovation politique – juin 2024

13. Cf. notre enquête européenne de 2019, *Démocraties sous tension*, Fondation pour l’innovation politique/International Republican Institute, volume I, la contribution de Victor Delage : « Face aux nouveaux périls, renaissance de l’idée d’une armée européenne », pp. 124-126 [fondapol.org].

14. *Libertés, l’épreuve du siècle*, op.cit., 2022 [fondapol.org].

l'exception, d'ailleurs relative, de l'Autriche (47 %), de la Slovaquie (47 %) et de Malte (42 %). En revanche, le souhait d'une armée commune atteint des niveaux exceptionnellement élevés en Roumanie (82 %) et en Lituanie (83 %). Le soutien augmente fortement, en Finlande (+ 21 points), qui vient de rejoindre l'Otan, et en Estonie (+ 26 points). C'est en Hongrie que l'on enregistre l'unique recul (-5 points).

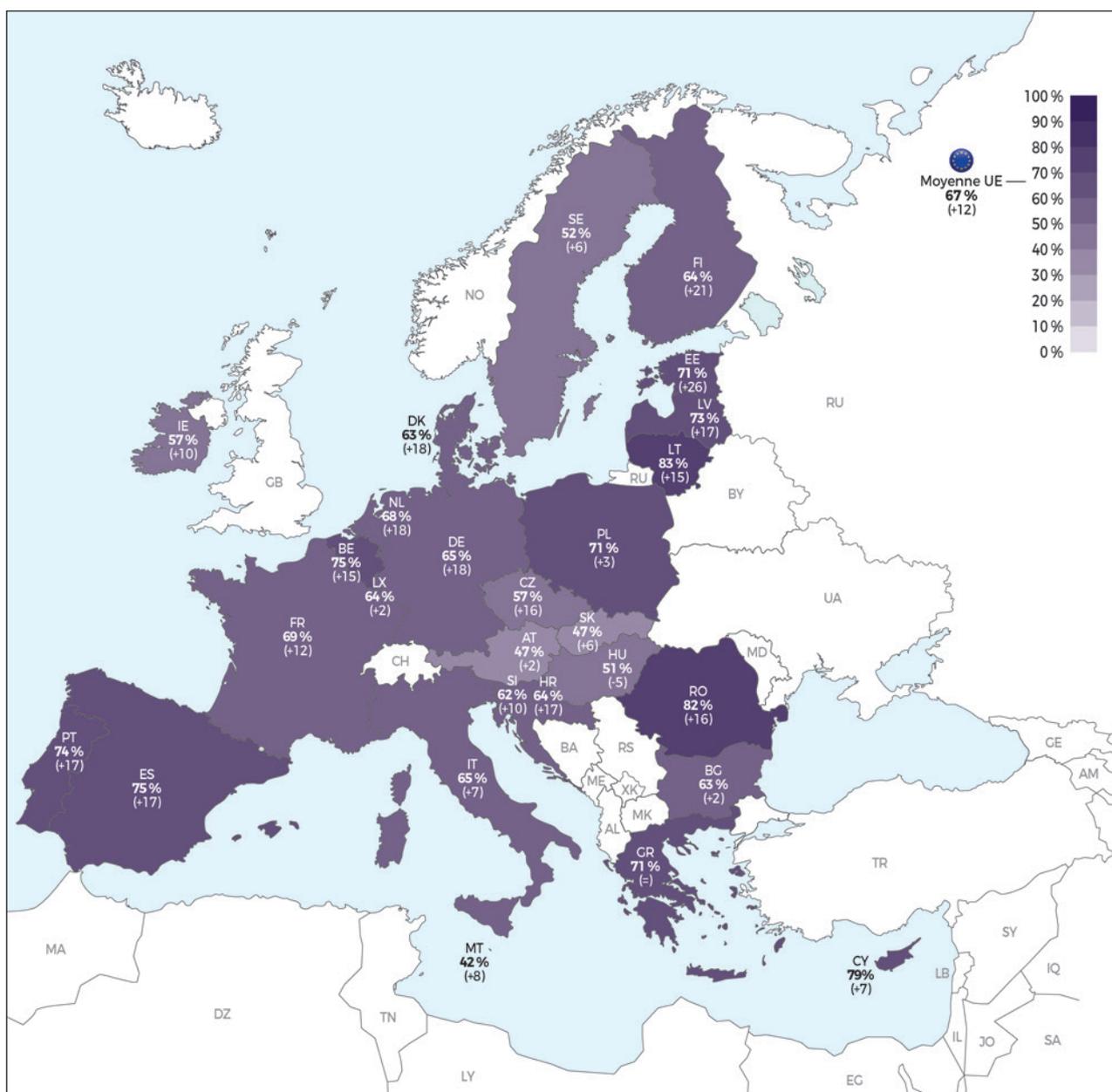
Le souhait d'une armée européenne n'est pas détaché de la réalité. En effet, il est particulièrement élevé (70 %) chez les Européens qui redoutent une nouvelle guerre mondiale. De même, le projet d'une armée commune est fortement soutenu (80 %) par ceux qui jugent favorablement l'adhésion de leur pays à l'Otan.

L'armée européenne, l'expression d'un repli sans nationalisme

Question : « Souhaiteriez-vous que l'Union européenne se dote d'une armée commune à tous les États membres, en complément de celle de chaque pays ? »

Réponses : « Oui, tout à fait » et « Oui, plutôt »

Base : Pays membres de l'Union européenne



Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent l'évolution en points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête *Libertés : l'épreuve du siècle*, dir. Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, Community of Democracies, Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, Fundación Nuevas Generaciones, República do Amanhã, 2022 [fondapol.org].

3. Les Européens veulent la protection des frontières communes (86 %)

La quasi-totalité des Européens (86 %) veulent la protection des frontières de l'Union. C'est une demande fondamentale, éminemment politique. En effet, lorsque les personnes interrogées répondent dans de telles proportions vouloir renforcer le contrôle et la protection des frontières extérieures, elles revendiquent la reconnaissance d'une circonscription spécifique, à l'échelle du monde, mais aussi à l'échelle de l'Europe. Elles revendiquent la reconnaissance d'un territoire politique qui ne soit pas celui d'une nation particulière, qui soit commun à toutes les nations européennes et donc à tous les Européens. De la même

façon, revendiquer la reconnaissance d'un territoire européen, c'est distinguer une population vivant à l'intérieur de ses frontières, qui ne désigne pas une nation européenne particulière mais qui englobe les populations de toutes les nations européennes dans une communauté politique singulière. La demande de frontières extérieures communes contrôlées et protégées œuvre à l'affirmation d'un peuple européen.

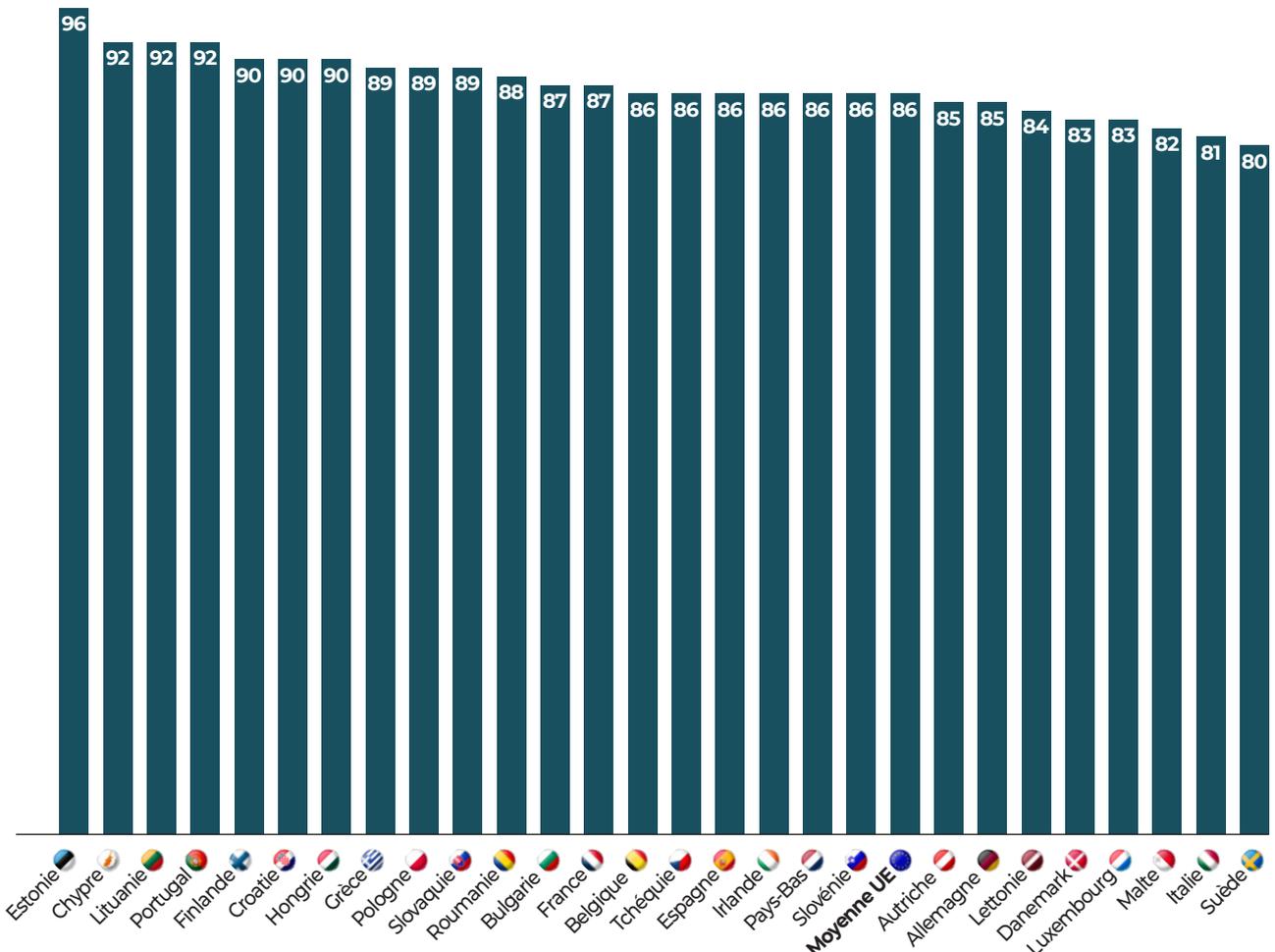
Or, si les frontières nationales sont inopérantes, et non souhaitées, l'absence de frontières européennes revient à nier le statut d'Européen. Ce contre quoi les Européens s'insurgent car, l'absence de frontières communes défendues signifie que, dans le monde, toute personne qui le désire peut investir le sol de l'Union européenne, y compris en bafouant la légalité.

Une Europe sans frontières ?

Question : « Certaines personnes disent que l'Union européenne devrait renforcer le contrôle et la protection de ses frontières extérieures. Vous personnellement vous êtes... »

Réponses : « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord »

Base : Pays membres de l'Union européenne



De là l'extrême sensibilité de l'opinion aux questions migratoires. L'item « l'augmentation de l'immigration illégale » arrive en quatrième position des « problèmes rencontrés récemment en Europe » et qui ne peuvent que peser dans les élections comme celles des 6-9 juin 2024. On remarquera que cet item se classe après « la crise économique » et « la hausse des prix de l'énergie », soit deux thématiques économiques, qui d'ailleurs pour partie se recoupent, faisant ainsi de l'immigration illégale la deuxième raison politique, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a motivé le choix électoral.

L'immigration illégale a été citée, en première ou en deuxième position, en moyenne par 25 % des personnes interrogées sur les problèmes qui ont déterminé leur choix électoral de juin 2024. Dans 4 pays membres, cet item est placé à des niveaux très élevés : Chypre (58 %), l'Autriche (35 %), Malte (34 %) et la Slovénie (33 %), qui sont parmi les pays les plus affectés par les routes migratoires improvisées, en particulier depuis 2015. Pourtant, les études montrent que les Européens ne sont pas opposés à l'immigration mais à l'immigration illégale et à l'immigration sans intégration.

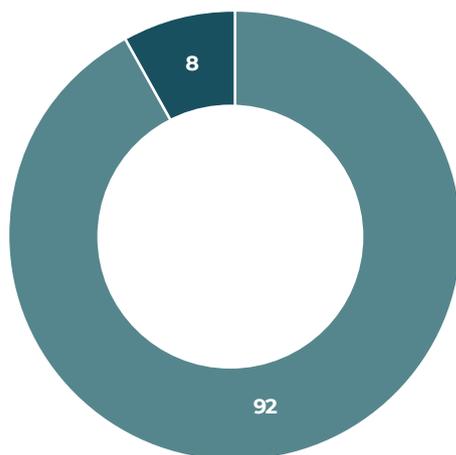
Qu'ils soient de droite ou de gauche, les Européens veulent le renforcement des frontières communes

Question : « Certaines personnes disent que l'Union européenne devrait renforcer le contrôle et la protection de ses frontières extérieures. Vous personnellement vous êtes... »

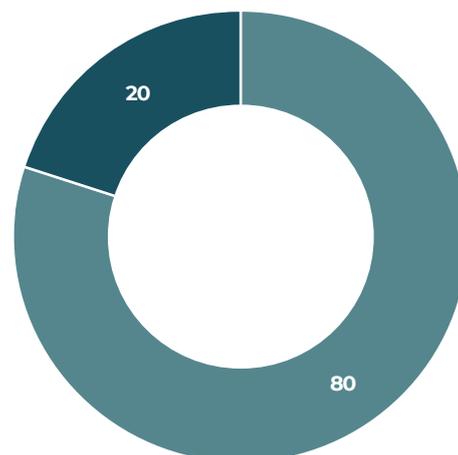
Réponses : « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord » ; « Plutôt pas d'accord » et « Pas du tout d'accord »

Base : les répondants des pays de l'Union européenne se positionnant à droite et à gauche sur l'échelle gauche-droite

Positionnement politique à droite



Positionnement politique à gauche



■ D'accord
■ Pas d'accord

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

4. Reprendre le contrôle démocratique de l'espace public

La revendication d'une maîtrise des réseaux sociaux traduit dans le monde numérique la même exigence de frontières, de circonscription, de maîtrise, à la fois géographique, politique et réglementaire. Les plateformes numériques, dont aucune n'est européenne mais qui connaissent et régulent nos existences, constituent la matrice de l'espace public contemporain, de nos vies sociales, de nos échanges publics et privés, prenant la place de la scène démocratique rendue possible depuis le XVIe siècle par l'imprimerie, la poste, le téléphone filaire, la radio, la télévision et le cinéma.

La dématérialisation de l'espace public a eu pour conséquence une double dépossession du pouvoir

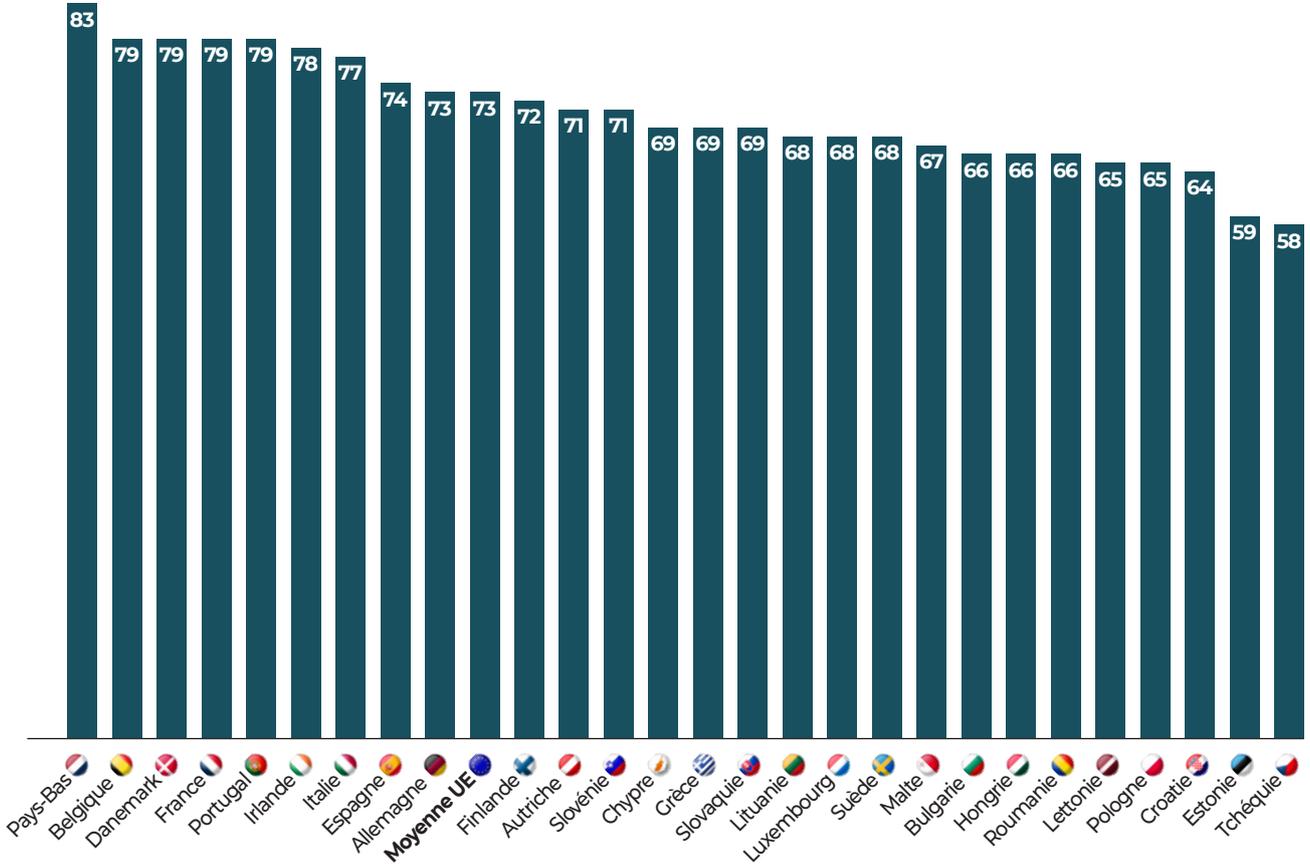
de régulation. Notre espace public, régi par des lois discutées et adoptées par des législateurs élus, et sous contrôle d'une autorité nationale s'est déplacé et s'est intégré à des plateformes transnationales en se soumettant de fait, à des règlements d'entreprises privées. Un phénomène qu'aujourd'hui les États européens voudraient conjurer tant les effets sont délétères et potentiellement irréparables, au regard du risque de perte de nos libertés individuelles et collectives, de destruction des fondations de la culture et de la vie démocratique européenne. Mais l'Europe a-t-elle la maîtrise des moyens à mettre en œuvre ? En somme, la préservation de nos libertés, le contrôle des frontières, la lutte contre l'immigration illégale ou le souhait d'une armée européenne sont autant de versions de la même demande de puissance publique.

L'union européenne doit contrôler les réseaux sociaux

Question : « Êtes-vous d'accord avec la proposition suivante : Les réseaux sociaux (Meta/Facebook, Instagram, X/Twitter, WhatsApp, TikTok, Telegram, LinkedIn...) ont un pouvoir trop important dans l'information et le débat public et l'Union européenne devrait pouvoir les contrôler davantage »

Réponses : « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord »

Base : Pays membres de l'Union européenne



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

III. Des électeurs raisonnables laissés aux démagogues

Tous les États revendiquent leur souveraineté, quel que soit leur régime politique. Quant à la souveraineté populaire, elle implique la liberté du peuple. Dans ce cas, l'État est l'instrument chargé d'accomplir les résolutions collectives. Or la volonté n'est rien sans le pouvoir de l'accomplir. Il n'y a pas de souveraineté populaire sans puissance publique. Aujourd'hui, nombre d'États, et parmi eux les États européens, ne disposent même plus de la force nécessaire à la sauvegarde de leur indépendance en cas de conflit armé. Mais les États n'ont pas non plus la puissance nécessaire pour accomplir la volonté de leur peuple. Faut-il comprendre qu'ils n'en tiendront plus compte ?

Il y a longtemps déjà que la liberté politique d'une nation ne se limite plus à la souveraineté comprise comme indépendance vis-à-vis de ses voisins. Il s'agit à présent de savoir quelle puissance l'État, dit souverain, est capable de mobiliser au service de la volonté collective, sauf à admettre la fin de la souveraineté étatique et de la souveraineté populaire¹⁵.

Pensée dans le cadre d'une puissance publique européenne supplémentaire, en complément de celle de chaque pays, l'agrégation des puissances nationales trouve une haute justification dans le but d'engendrer une puissance nouvelle au service des peuples associés. Ainsi, ce n'est qu'en apparence que la construction européenne menace la souveraineté nationale. La construction d'une souveraineté européenne offre aux États du Vieux Continent l'unique chance de survivre dans le cours de l'histoire qui commence. Perçue comme en contradiction avec la souveraineté nationale, la construction d'une puissance publique européenne est aussi bien pour les Européens la seule chance de restaurer cette force dont les peuples d'Europe ont besoin s'ils veulent à la fois se défendre et accomplir leurs résolutions dans l'histoire. La souveraineté populaire sans la puissance publique est vaine ; la souveraineté étatique sans la souveraineté populaire est tyrannie.

1. Qu'est-ce qu'être Européen ?

a. Partager les valeurs démocratiques européennes (67 %)

À la question de savoir ce « que signifie être Européen », l'item qui arrive nettement en tête, en première (42 %) ou en deuxième réponse (25 %), est le fait de « partager les valeurs démocratiques européennes », soit au total 67 % des Européens interrogés. Le fait d'« être né en Europe, quelle que soit la nationalité de ses parents » (43 %) et le fait de « Parler la langue du pays européen dans lequel on vit » (40 %) arrivent à la suite, dans le classement des items choisis par les personnes interrogées pour définir le contenu d'une identité européenne. La proximité dans le classement d'un principe correspondant au droit du sol et d'un principe d'adhésion aux valeurs démocratiques indique une certaine confiance dans l'intégration des immigrés. Et donc, au vu de l'hostilité des répondants à l'immigration illégale, c'est bien l'intégration qui est le sujet majeur et non l'immigration.

Les Européens se retrouvent dans une définition de l'identité à la fois politique et ouverte. Mais on doit admettre que la préférence pour une compréhension ouverte de l'identité commune implique en contrepartie la défense et la promotion des valeurs européennes. Là encore, cela explique pourquoi les Européens sont moins hostiles à l'immigration légale qu'à l'immigration illégale et à l'immigration sans intégration.

L'intégration se manifeste dans le partage de la version européenne des valeurs démocratiques. L'intégration est une exigence politique majeure puisqu'elle permet d'accomplir les valeurs, en accueillant, et de les perpétuer en assurant leur transmission. Une telle demande, moralement incontestable, s'explique par la crainte d'un risque d'érosion, c'est-à-dire de perte des valeurs communes. La réponse « partager les valeurs démocratiques européennes » est donnée comme une définition de l'identité européenne par 73 % des plus de 60 ans, alors qu'elle n'est plus reconnue que par 60 % des 18-34 ans. Ces derniers sont aussi les plus nombreux (48 %) à considérer qu'être européen signifie être né en Europe, « quelle que soit la nationalité de ses parents » (contre 44 % des 35-59 ans et 36 % des 60 ans et plus). Ces données traduisent un décrochage

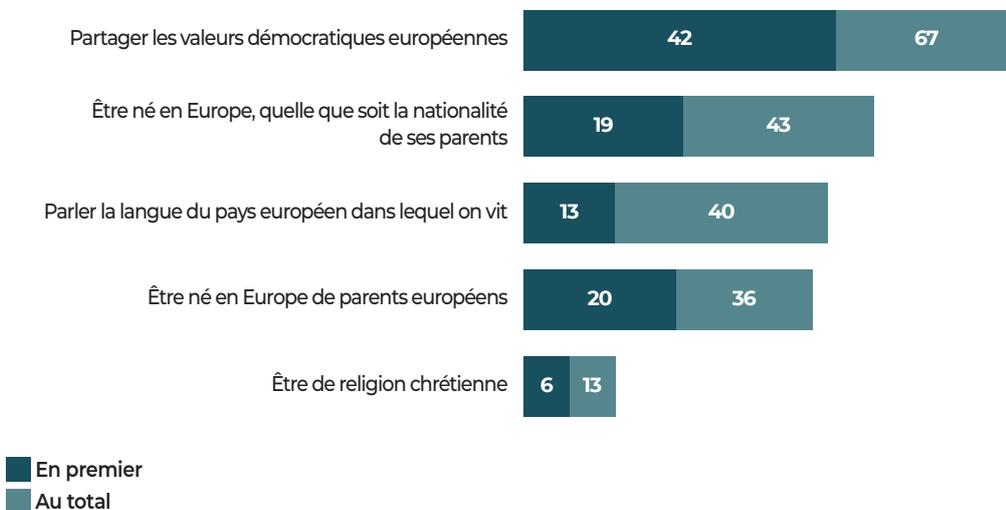
15. Cf. Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello, Dominique Reynié (dir.), *L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes (1897-2023)*, éditions Plein Jour/Fondation pour l'innovation politique, 2024 ; en langue italienne, les mêmes auteurs : *L'Europa et la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)*, éditions Rubbettino/Fondation Magna Carta, 2024.

Une définition politique de l'identité

Question : « Pour vous, être Européen c'est... »

En premier et en second

Base : Pays membres de l'Union européenne



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

des nouvelles générations, ou un changement de culture lié à l'évolution démographique préparant la montée en puissance de valeurs alternatives, politiques ou religieuses.

Le critère religieux est marginalement utilisé par les répondants pour définir l'identité européenne. C'est la marque d'un continent en partie déchristianisé, mais plus encore sécularisé. La religion est plus fréquemment évoquée dans les pays de l'ancien bloc soviétique : 18 % des personnes interrogées affirment qu'être Européens signifie être chrétiens, contre 13 % en moyenne dans l'ensemble de l'Union européenne. Nous remarquons un plus fort attachement à une dimension religieuse de l'identité européenne en Bulgarie où au total un quart (24 %) des citoyens affirment qu'être Européen signifie être chrétien, de même en Pologne (20 %) en Slovaquie (20 %) et en Hongrie (18 %). Cette réponse atteint son plus haut niveau en Grèce (32 %).

L'identité européenne selon les personnes de confession musulmane

Globalement, les répondants de religion musulmane semblent partager le même système d'opinion que la moyenne des Européens. Toutefois, dans le cadre de cette enquête, on observe certains traits d'opinion qui méritent d'être soulignés.

D'abord, plus de la moitié des répondants musulmans (50 %) éprouvent de l'inquiétude face à l'action des États-Unis sur la scène internationale, contre 34 % en moyenne pour l'ensemble des Européens

interrogés. Il faut retenir que 32 % des musulmans interrogés indiquent que la guerre entre Israël et le Hamas pèse sur leur choix de vote lors des élections européennes de juin 2024, contre une moyenne de 11 %. Dans les mêmes proportions, la moitié des musulmans (49 %) jugent inquiétante l'action internationale de la Russie. Cependant, une minorité significative dit se sentir au contraire rassurée par l'action de ce pays (22 % contre 7 % en moyenne). L'Iran inquiète 39 % des musulmans, tandis qu'un cinquième (18 %) se sentent rassurés par son action internationale. La Chine fait l'objet d'une évaluation plus contrastée encore : 36 % des musulmans estiment inquiétante la politique internationale menée par Pékin, contre 28 % qui la trouvent rassurante. Enfin, la Turquie se démarque par sa popularité auprès des répondants musulmans. Parmi eux, 45 % se disent rassurés par la politique internationale turque (18 % se disent au contraire inquiets).

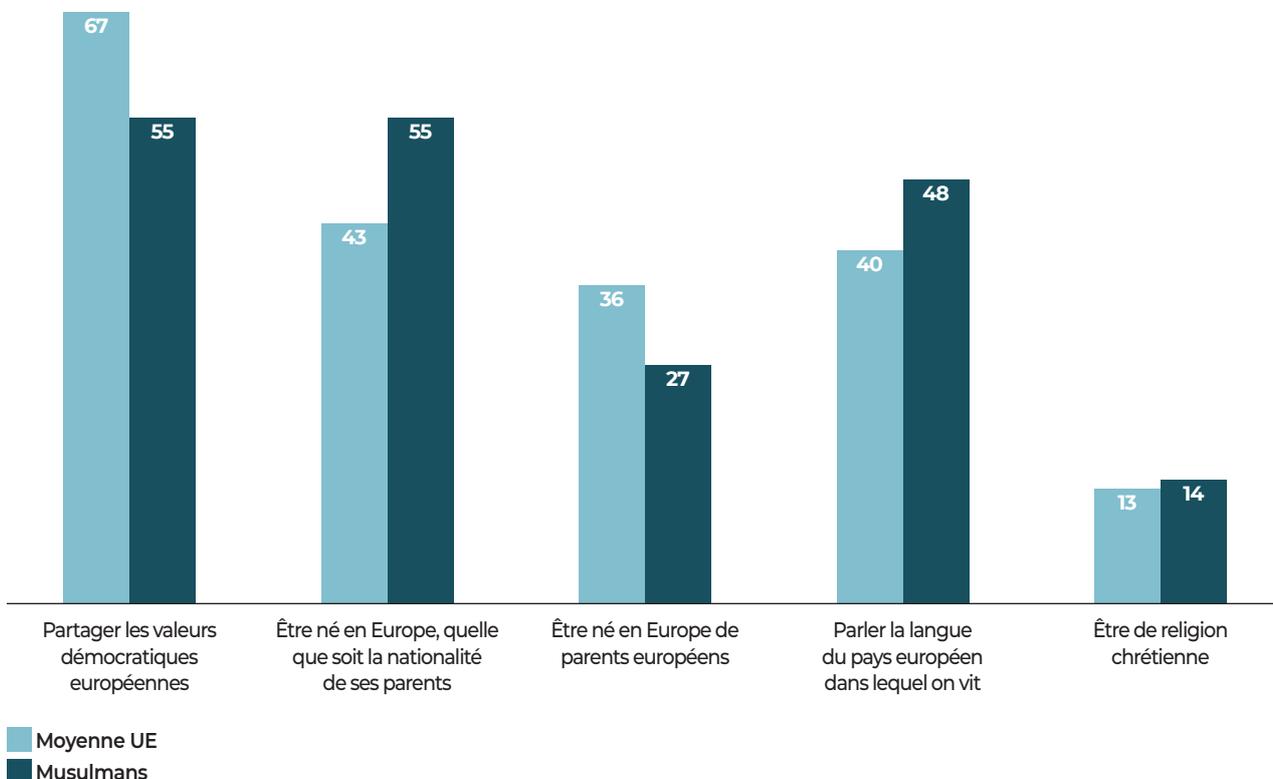
Les résultats de l'enquête nous montrent un soutien largement majoritaire des répondants de religion musulmane au renforcement du contrôle et de la protection des frontières de l'Union européenne. En effet, 78 % se déclarent en faveur de cette politique. La sécurité extérieure et la gestion des flux migratoires préoccupent tous les citoyens de l'Union européenne.

Enfin, la préférence pour un régime autoritaire est plus répandue chez les Européens de confession musulmane. Le soutien à un système politique reposant sur « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » est à un niveau (33 %) très supérieur à la moyenne des répondants (16 %).

Les Européens de religion musulmane indiquent majoritairement le fait de partager les valeurs démocratiques européennes et le fait d'être nés en Europe comme les facteurs qui définissent l'identité européenne des individus

Question : « Pour vous, être Européen c'est... »
En premier et en second

Base : Pays membres de l'Union européenne



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

b. Le choix démocratique des Européens (84 %)

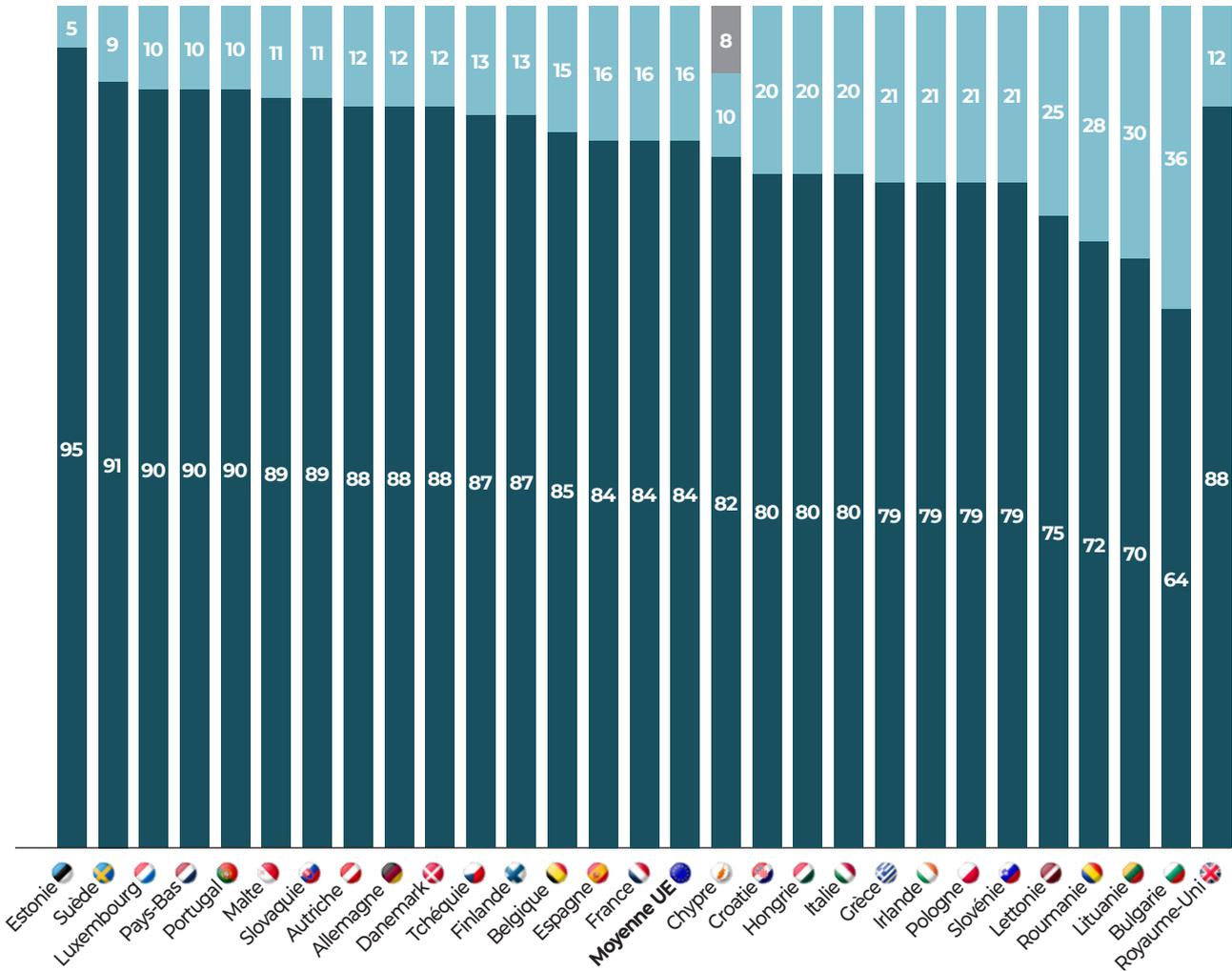
Entre un système politique démocratique, défini comme reposant sur « un Parlement élu qui contrôle le gouvernement », et un système politique autoritaire, défini comme reposant sur « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections », 84 % des citoyens européens choisissent le système démocratique. La préférence pour le système démocratique et le soutien à l'Union européenne sont si largement répandus au sein de l'Union Européenne que l'une et l'autre se confondent nécessairement.

Cependant, l'attachement aux institutions démocratiques diffère fortement selon l'âge des répondants. En effet, 22 % des 18-34 ans optent pour un système politique autoritaire plutôt que démocratique, soit 6 points au-dessus de la moyenne, tandis que l'option autoritaire est portée par 9 % des plus de 60 ans. Ces écarts importants soulignent le risque attaché à une érosion de la culture démocratique. Elle est à l'œuvre dans le renouvellement des générations et le poids croissant des citoyens plus enclins à l'autorité qu'à la liberté.

Les Européens veulent un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement

Question : « Entre ces deux systèmes politiques, quel est celui que vous préférez pour gouverner votre pays ? »

Base : Pays membres de l'Union européenne et Royaume-Uni



- Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections
- Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement
- Non-réponse

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Le profil des Européens qui approuvent un régime politique autoritaire

Question : « Entre ces deux systèmes politiques, quel est celui que vous préférez pour gouverner votre pays ? »

Réponse : « Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections »

Base : Pays membres de l'Union européenne

	Moyenne UE	« Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections »
		16
Genre	Hommes	46
	Femmes	54
Âge	18-34 ans	36
	35-59 ans	48
	60 ans et plus	16
Catégories socioprofessionnelles	Cadres dirigeants d'entreprise	5
	Professions intellectuelles et scientifiques	6
	Professions intermédiaires salariées	10
	Petits entrepreneurs	2
	Employés qualifiés	11
	Ouvriers qualifiés	17
	Personnels de services et employés de commerces, ouvriers peu qualifiés et manœuvres	6
	Retraités	15
Catégorie d'agglomération	Sans emploi	28
	Villes de moins de 15 000 habitants	37
	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	35
	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	15
	Villes de plus de 500 000 habitants	13
Âge de fin d'étude	Avant 21 ans	59
	21 ans ou plus	32
	Encore étudiant	9
Autopositionnement sur l'échelle gauche-droite	Gauche	17
	Centre	24
	Droite	39
	Ne sais pas	20
Intérêt pour la politique	Oui	59
	Non	41
Opinion sur la mondialisation	La mondialisation offre plus d'avantages que d'inconvénients	24
	La mondialisation offre autant d'avantages que d'inconvénients	35
	La mondialisation offre plus d'inconvénients que d'avantages	41

Grille de lecture : 46 % de ceux qui ont répondu « Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » (16 % des répondants dans l'Union européenne) sont des hommes, 54 % sont des femmes.

2. La démocratie comme liberté

L'intégration européenne et la démocratisation : dans les États issus de l'ancien bloc communiste, l'attachement aux libertés est puissant

Vingt ans après leur intégration dans l'Union européenne, les pays de l'ancien bloc soviétique expriment un fort attachement aux libertés. La plupart des répondants (82 %) considèrent que « la liberté de protester, de défilé dans les rues, de contester » est importante pour le bon fonctionnement des régimes démocratiques ; il en va de même pour la liberté de la presse (88 %) et pour le fait de « pouvoir voter pour les candidats de son choix » (88 %).

Des niveaux d'adhésion comparables aux libertés peuvent être observés en Croatie et en Slovénie, deux pays anciennement communistes mais qui ne dépendaient pas du régime de Moscou. La majorité des répondants reconnaissent l'importance de la liberté

de protester, qu'il s'agisse de la Croatie (86 %) ou de la Slovénie (75 %), de la liberté de la presse (Croatie, 86 %, Slovénie 85 %) et du fait de pouvoir voter librement pour les candidats que l'on choisit (Croatie, 89 %, Slovénie 85 %).

On ressent la permanence de la menace russe dans le soutien à l'appartenance de leur pays à l'Otan, considéré comme « une bonne chose » par 73 % des personnes interrogées contre 67 % pour la moyenne des pays de l'Otan. Dans le même ordre d'idées, relevons que 38 % des personnes interrogées dans les pays de l'ex-bloc soviétique citent l'invasion de l'Ukraine comme un problème qui pèse sur leur choix de vote lors des élections européennes de juin 2024, pour une moyenne européenne de 32 %. Enfin, il importe de noter que dans les pays anciennement communistes, la préférence pour un système politique autoritaire est partagée par un cinquième des personnes interrogées.

Dans les pays anciennement communistes, un cinquième des personnes interrogées expriment une préférence pour un système autoritaire

Question : « Entre ces deux systèmes politiques, quel est celui que vous préférez pour gouverner votre pays ? »

Réponse : « Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections »

Base : Pays membres de l'Union européenne



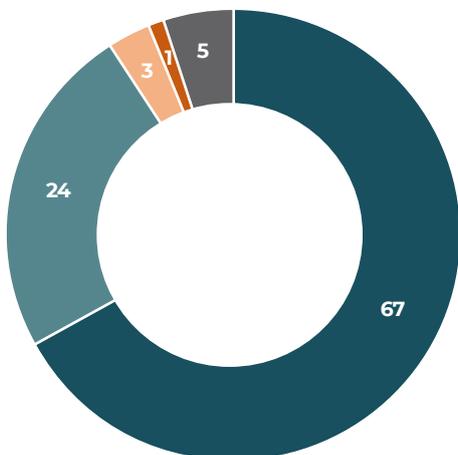
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Les Européens se définissent par la liberté

Question : « Pour chacune des choses suivantes, indiquez si elle est importante ou pas pour le bon fonctionnement de la démocratie »

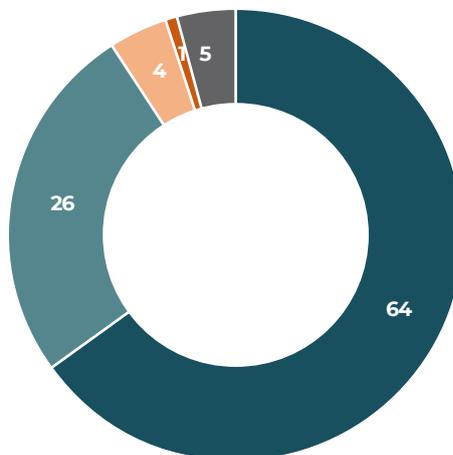
Base : Pays membres de l'Union européenne

Avoir le droit de dire ce que l'on pense



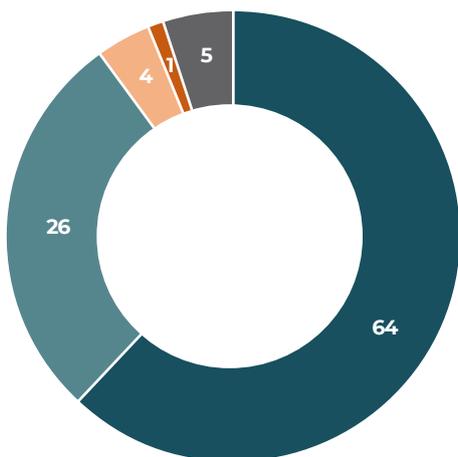
Total Important
91 %
(-6)

Pouvoir voter pour les candidats de son choix



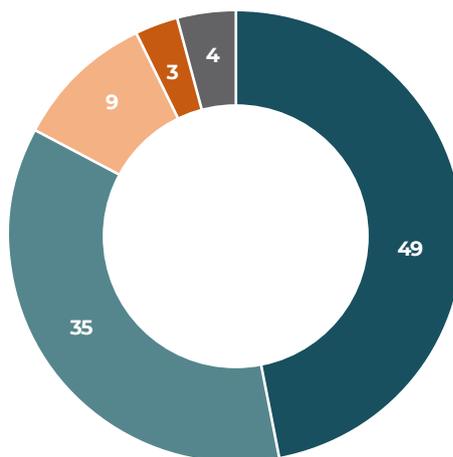
Total Important
90 %
(-6)

Avoir la liberté de la presse



Total Important
90 %
(-6)

Pouvoir manifester, aller dans la rue, contester



Total Important
84 %
(-6)

■ Très importante ■ Plutôt importante ■ Pas très importante ■ Pas importante du tout ■ Non-réponse

Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent l'évolution en points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête *Libertés: l'épreuve du siècle*, Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, Community of Democracies, Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, Fundación Nuevas Generaciones, República do Amanhã, 2022 [fondapol.org].

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

3. Qu'est-ce qui distingue encore les électeurs populistes ?

a. Les groupes politiques au Parlement européen

Cette enquête permet d'interpréter les réponses des personnes interrogées selon leur intention déclarée de voter pour l'un des partis en lice. Chacun de ces partis est membre d'un groupe au Parlement européen. Les réponses étant associées à une intention

de vote pour un parti, et les partis étant affiliés à un groupe parlementaire, il est possible de connaître l'opinion moyenne de l'électorat de chacun des groupes parlementaires, et de comparer entre eux ces différents électors.

Pour pouvoir se constituer, un groupe politique doit réunir un minimum de 23 membres provenant d'au moins un quart des États membres. Au cours de la législature 2019-2024, le Parlement européen comptait 7 groupes politiques :

- **Le Parti Populaire européen (PPE)** : Avec 25 % des eurodéputés, le PPE a été le premier groupe par le nombre de députés au Parlement européen au cours de la législature 2019-2024. Le groupe du PPE rassemble des partis d'inspiration chrétienne-démocrate et de la droite libérale. Il défend des positions globalement européistes. Les principaux partis nationaux qui adhèrent à ce groupe sont la CDU-CSU en Allemagne, le Parti paysan (PSL) et Plateforme civique (PO) en Pologne, le Parti populaire en Espagne, le Parti populaire autrichien (ÖVP), Les Républicains en France et Forza Italia en Italie. Le Fidesz, le parti politique du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, a été suspendu du PPE en 2019 en raison de son positionnement souverainiste. Le Fidesz a quitté le groupe PPE en mars 2023 pour siéger chez les Non-inscrits (NI).
- **L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D)** : deuxième groupe au Parlement européen au cours de la législature 2019-2024 (20 % des eurodéputés), S&D se situe au centre-gauche et rassemble les partis européens socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes. Il affiche des positions favorables à l'intégration européenne. Parmi les partis nationaux qui adhèrent à ce groupe nous retrouvons le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le Parti démocrate (PD) en Italie, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), le Parti social-démocrate de Roumanie (PSD), le Parti socialiste portugais (PS), l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) en Pologne, et le Parti socialiste (PS) en France.
- **Renew Europe (RE)** : Troisième groupe au Parlement européen au cours de la législature 2019-2024 (14 % des eurodéputés), Renew Europe se positionne au centre de l'échiquier politique, en rassemblant les partis libéraux et démocrates promouvant des idées progressistes. Le groupe défend une vision fédéraliste de l'Union européenne. Au niveau national, le groupe est représenté, entre autres, par les principaux partis qui font partie de la majorité présidentielle en France (Renaissance, Horizons, MoDem), par Ciudadanos (CS) en Espagne, par le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) aux Pays-Bas, et par Parti libéral-démocrate allemand (FDP).
- **Les Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)** : Quatrième groupe au Parlement européen au cours de la législature 2019-2024 (11 % des eurodéputés), ce groupe réunit les partis écologistes et les partis régionalistes qui soutiennent l'autodétermination des minorités. Le groupe Verts/ALE est globalement orienté à gauche et il affiche des positions européistes en matière d'intégration européenne. Les principaux partis nationaux qui adhèrent à ce groupe sont Alliance 90/Les Verts en Allemagne, Europe Écologie Les Verts (EELV) en France, Les Verts - L'Alternative verte en Autriche et Gauche verte (GL) aux Pays-Bas.
- **Les Conservateurs et réformistes européens (CRE)** : Cinquième groupe au Parlement européen au cours de la législature 2019-2024 (10 % des eurodéputés), le CRE est situé à la droite du Parti Populaire européen, en promouvant des positions conservatrices sur le plan sociétal et libérales sur le plan économique. En ce qui concerne la construction européenne, les Conservateurs et réformistes européens défendent l'idée d'une « Europe des nations ». Ils s'opposent donc à une plus forte intégration européenne des États membres. Parmi les partis nationaux qui adhèrent à ce groupe, nous pouvons identifier Fratelli d'Italia (FDI) en Italie, Droit et justice (PiS) en Pologne, Vox en Espagne et les Démocrates de Suède. Reconquête !, le parti politique d'Éric Zemmour et de Marion Maréchal, a annoncé rejoindre le groupe CRE en février 2024.
- **Identité et démocratie (ID)** : Sixième groupe au Parlement européen au cours de la législature 2019-2024 (8 % des eurodéputés), ID est le groupe le plus à droite sur l'échiquier politique. Il rassemble plusieurs formations politiques classées dans la catégorie des populistes de droite ou de l'extrême droite. ID prône des positions eurosceptiques, voire antieuropéennes, identitaires et nationalistes. Parmi les principaux partis nationaux appartenant à ce groupe, nous pouvons identifier le Rassemblement national (RN) en France, Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne, le Parti pour la liberté (PVV) aux Pays-Bas, la Lega en Italie, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) et Chega au Portugal.
- **La Gauche au Parlement européen (GUE/NGL)** : Septième groupe au Parlement européen au cours de la législature 2019-2024 (5 % des eurodéputés), réunissant des partis de gauche et d'extrême gauche, dont certains populistes de gauche, le groupe nommé « La Gauche » est le plus à gauche au Parlement européen. En matière d'intégration européenne, il conteste l'idée d'une Europe des marchés et développe une critique radicale de l'organisation actuelle de l'Union européenne. Les principaux partis nationaux qui appartiennent à ce groupe sont La France insoumise (LFI) en France, Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne et Syriza en Grèce.
- 7 % des eurodéputés n'appartiennent à aucun groupe politique, ils sont considérés comme « non-inscrits » et rejoignent un groupe qui porte ce nom. La plupart des eurodéputés non-inscrits appartiennent au parti hongrois Fidesz et au Mouvement 5 étoiles (M5S) italien¹⁶.

Au moment de l'achèvement de cette étude le RN et la Lega annoncent leur décision de ne plus appartenir au même groupe que l'AfD.

16. « Les députés européens : répartition par pays et par groupe politique », touteurope.fr [en ligne].

b. Les électeurs des partis populistes sont favorables à l'Union européenne et à l'euro.

La question se pose de savoir en quoi se distinguent les électeurs des partis populistes, c'est-à-dire des électeurs de partis politiques qui forment un groupe au Parlement européen. Il s'agit de savoir en particulier si les électeurs des partis nationaux membres des deux groupes populistes font apparaître un profil de réponses qui les différencierait, d'abord des électeurs des autres groupes politiques, ensuite de la moyenne européenne de tous électeurs et enfin, et si oui, avec quelles caractéristiques.

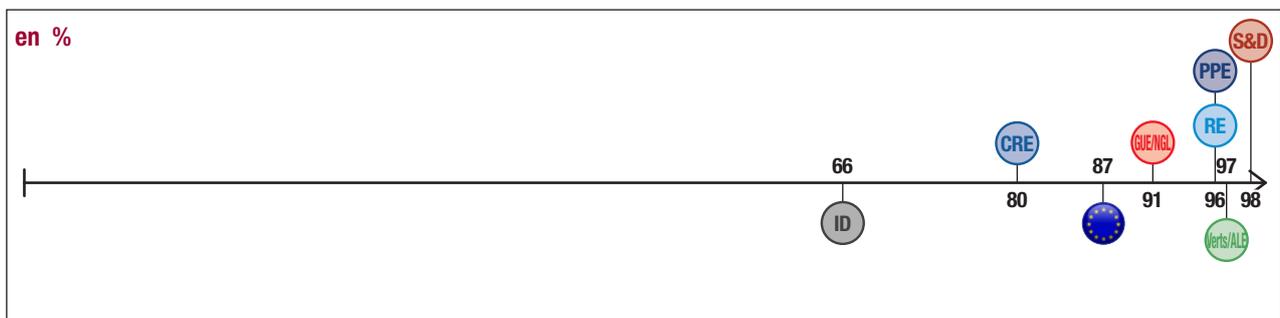
On le voit, 87 % des Européens sont favorables à l'Union européenne et au fait que leur pays en fasse partie. En moyenne, 66 % des électeurs qui ont l'intention de voter pour un parti membre du groupe Identité et Démocratie (ID), le groupe auquel appartient notamment le RN de Marine Le Pen sont également favorables à l'Union européenne. Le chiffre est encore plus élevé (80 %) s'agissant des électeurs qui ont l'intention de voter pour un parti membre du groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), le groupe des Giorgia Meloni. Il en va de même pour l'euro, auquel sont favorables 78 % des électeurs du groupe ID et 90 % des électeurs du groupe CRE.

La plupart des électeurs des deux groupes populistes ID et CRE sont pour l'Union européenne

Question : Concernant l'Union européenne, parmi les opinions suivantes de laquelle êtes-vous le plus proche ?

Réponses : « Je suis favorable à l'Union européenne et au fait que mon pays en fasse partie » et « Vous n'êtes pas favorable à l'Union européenne mais vous ne souhaitez pas que votre pays en sorte, ce qui est fait est fait »

Base : Pays membres de l'Union européenne



Grille de lecture : Parmi les électeurs qui disent voter pour un parti membre du groupe PPE au Parlement européen, ils sont 96 % à ne pas souhaiter que leur pays sorte de l'Union européenne.

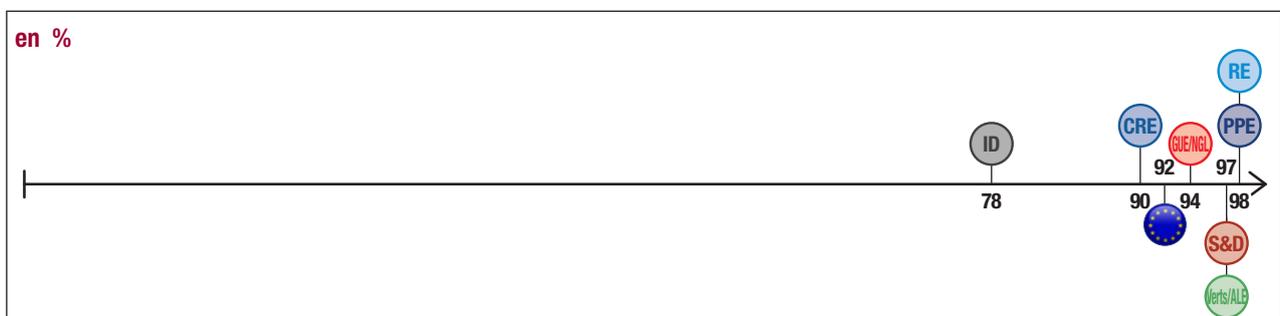
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Presque tous les électeurs des deux groupes populistes ID et CRE sont favorables à l'euro

Question : En ce qui concerne l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

Réponses : « Vous souhaitez que votre pays conserve l'euro comme monnaie » et « Vous souhaitez que votre pays revienne à sa monnaie nationale mais vous pensez que cela n'est pas possible »

Base : Pays de la zone euro



-  Parti populaire européen (PPE)  Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)  Renew Europe (RE)
-  Identité et démocratie (ID)  Conservateurs et réformistes européens (CRE)  Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)
-  La Gauche (GUE/NGL)  Moyenne Union européenne

Grille de lecture : Parmi les électeurs qui disent voter pour un parti membre du groupe S&D au Parlement européen, ils sont 97 % à avoir accepté l'euro comme monnaie.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

c. Les électeurs des partis populistes sont favorables à l'Otan et à une armée européenne

En ce qui concerne l'appartenance de leur pays à l'Otan, les électeurs de CRE sont exactement dans la moyenne européenne. Les électeurs de ID sont

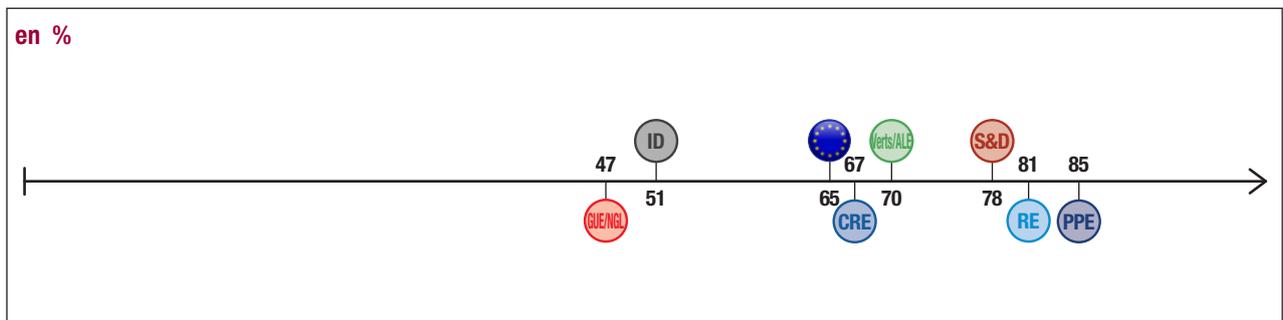
moins enthousiastes mais on doit noter qu'une moitié d'entre eux sont pour l'adhésion de leur pays à l'alliance atlantique.

Le soutien à l'Otan n'est minoritaire que chez les électeurs du groupe de La Gauche au Parlement européen

Question : L'Otan est une alliance militaire composée de pays européens, dont le vôtre, de la Turquie, des États-Unis et du Canada. Pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'Otan est :

Réponse : « Une bonne chose »

Base : Pays membres de l'Union européenne qui font partie de l'Otan



Grille de lecture : Parmi les électeurs qui disent voter pour un parti membre du groupe RE au Parlement européen, ils sont 81 % à penser que l'appartenance de leur pays à l'Otan est une bonne chose.

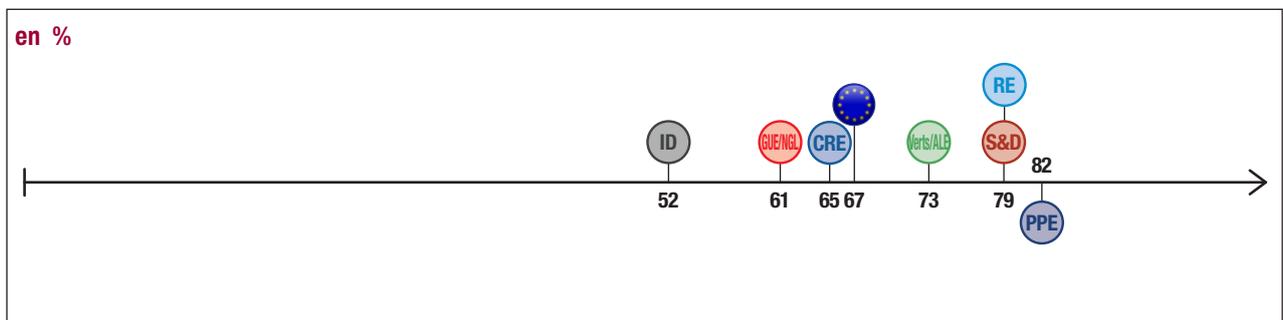
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

La création d'une armée commune européenne suscite un soutien majoritaire dans chacun des électors

Question : Souhaiteriez-vous que l'Union européenne se dote d'une armée commune à tous les États membres, en complément de celle de chaque pays ?

Réponses : « Oui, tout à fait » et « Oui, plutôt »

Base : Pays membres de l'Union européenne



-  Parti populaire européen (PPE)  Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)  Renew Europe (RE)
-  Identité et démocratie (ID)  Conservateurs et réformistes européens (CRE)  Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)
-  La Gauche (GUE/NGL)  Moyenne Union européenne

Grille de lecture : Parmi les électeurs qui disent voter pour un parti membre du groupe Verts/ALE au Parlement européen, ils sont 73 % à être favorables à la création d'une armée commune à tous les États membres.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

d. Les électeurs des partis populistes sont presque tous favorables au renforcement des frontières communes

On peut trouver très élevé le niveau d'adhésion des électeurs ID et CRE au thème du renforcement, du contrôle et de la protection des frontières extérieures de l'Union européenne mais il est très élevé pour tous

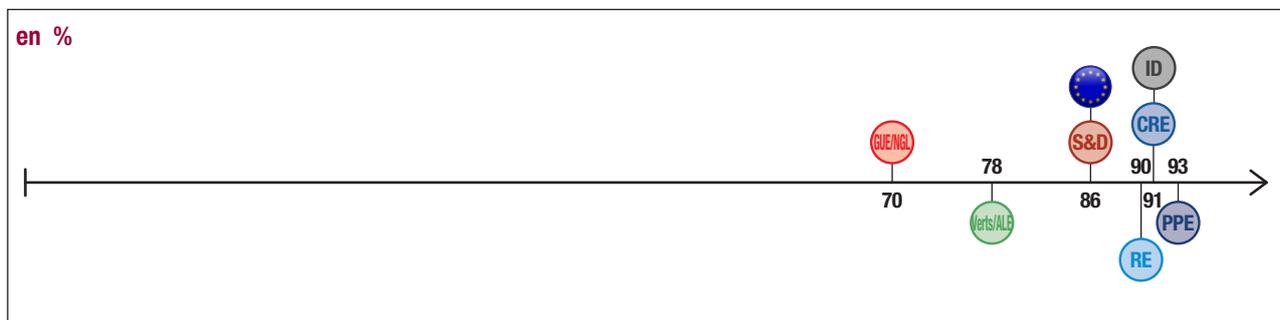
les électorats, y compris pour le groupe d'extrême gauche (GUE/NGL) et pour le groupe des écologistes (Verts/ALE).

La défense des frontières souligne la proximité des électeurs populistes avec l'électorat dans son ensemble

Question : Certaines personnes disent que l'Union européenne devrait renforcer le contrôle et la protection de ses frontières extérieures. Vous personnellement vous êtes...

Réponses : « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord »

Base : Pays membres de l'Union européenne



Grille de lecture : Parmi les électeurs qui disent voter pour un parti membre du groupe CRE au Parlement européen, ils sont 91 % à être d'accord avec l'idée que l'Union européenne devrait renforcer le contrôle et la protection de ses frontières extérieures.

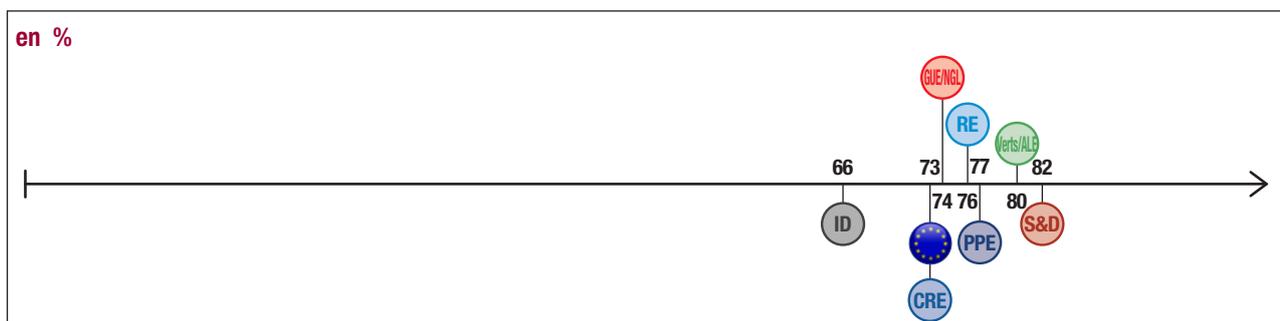
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Le contrôle des réseaux sociaux par l'Europe accorde la plupart des électeurs, populistes compris

Question : Êtes-vous d'accord avec la proposition suivante : « Les réseaux sociaux (Meta/Facebook, Instagram, X/Twitter, WhatsApp, TikTok, Telegram, LinkedIn...) ont un pouvoir trop important dans l'information et le débat public et l'Union européenne devrait pouvoir les contrôler davantage ».

Réponses : « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord »

Base : Pays membres de l'Union européenne



-  Parti populaire européen (PPE)  Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)  Renew Europe (RE)
-  Identité et démocratie (ID)  Conservateurs et réformistes européens (CRE)  Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)
-  La Gauche (GUE/NGL)  Moyenne Union européenne

Grille de lecture : Parmi les électeurs qui disent voter pour un parti membre du groupe ID au Parlement européen, ils sont 66 % à être d'accord avec le fait que l'Union européenne devrait pouvoir contrôler davantage les réseaux sociaux.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

e. Les électeurs des partis populistes sont favorables au régime parlementaire et aux libertés

Ce n'est pas non plus sur une question aussi structurante que la nature du régime politique que l'on parvient à distinguer vraiment les électeurs des partis populistes

membres des deux groupes CRE et ID. On trouve 6 ou 7 points d'écart avec la moyenne européenne, mais il est difficile d'estimer significatif cet écart dès lors que toutes les réponses convergent fortement vers un très haut niveau d'approbation du modèle démocratique.

Les électeurs populistes optent massivement pour un système politique parlementaire

Question : Entre ces deux systèmes politiques, quel est celui que vous préférez pour gouverner votre pays ?

Réponse : « Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement »*

Base : Pays membres de l'Union européenne



* L'autre option proposée était : « Avoir un système politique reposant sur un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections »

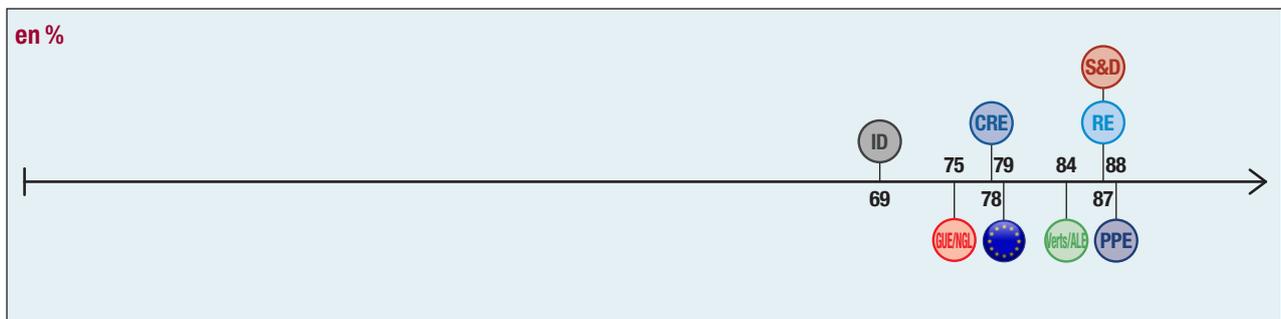
Grille de lecture : Parmi les électeurs qui disent voter pour un parti membre du groupe GUE/NGL au Parlement européen, ils sont 88 % à préférer un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

f. Une synthèse des profils des électeurs populistes des groupes CRE et ID

Globalement, le calcul de la moyenne des opinions pour l'ensemble de ces items, et pour chacun des groupes politiques, montre une grande ressemblance entre le profil des électeurs des deux groupes populistes et le profil des électeurs des autres groupes ainsi que de l'ensemble de tous les électeurs européens. On peut cependant noter que le groupe qui se situe finalement le plus à l'écart de la moyenne européenne et globale est celui auquel appartient le RN, le groupe Identité et

Démocratie (ID). La différence de 9 points séparant le profil de réponse des électeurs du groupe ID de celui des électeurs du groupe CRE est un élément à remarquer. Il traduit l'orientation politique plus affirmée des partis (RN, AfD, PVV, FPÖ, Lega...) formant le groupe ID, souvent qualifiés de partis d'extrême droite, mais associés au pouvoir comme la Lega en Italie, le FPÖ, qui en Autriche, a déjà pris part à plusieurs coalitions gouvernementales et, aux Pays-Bas, le PVV qui a formé le 15 mai 2024 une coalition majoritaire.



-  Parti populaire européen (PPE)  Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)  Renew Europe (RE)
-  Identité et démocratie (ID)  Conservateurs et réformistes européens (CRE)  Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)
-  La Gauche (GUE/NGL)  Moyenne Union européenne

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Pour l'Europe, pour l'euro, pour une armée européenne, pour l'Otan... Le populisme de Giorgia Meloni ou le pari d'une mutation politique

L'Italie illustre parfaitement une mutation à l'œuvre chez certains populistes européens. La politique nationale et européenne de Giorgia Meloni représente une issue possible pour les partis antisystèmes de droite qui parviennent au pouvoir¹⁷. La victoire d'une coalition des droites aux élections législatives du 25 septembre 2022 a débouché sur l'investiture du Gouvernement présidé par Giorgia Meloni, cheffe politique de Fratelli d'Italia, un parti qui s'inscrit dans le prolongement d'un post-fascisme italien, longtemps considéré comme une force populiste, de droite, promouvant un discours souverainiste, hostile à l'Union européenne et très critique à l'égard de l'adhésion de l'Italie à l'Alliance atlantique. Mais son arrivée au pouvoir est le fruit d'une coalition réunissant les trois droites italiennes (Fratelli d'Italia, la Lega, de Matteo Salvini et Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi). À la tête de cette coalition, Giorgia Meloni s'est engagée dans une normalisation politique et programmatique ; en témoignent notamment l'abandon des discours eurosceptiques prônant une sortie de l'euro et même de l'Union européenne (l'« Italexit »), l'adoption d'une attitude conciliante à l'égard de la Commission européenne ou encore un soutien assumé à la cause ukrainienne.

Mais, comme tous les chefs populistes européens, Giorgia Meloni est soumise à la pression de ses électeurs. La grande majorité des Italiens (70 %) sont favorables à l'Union européenne et au fait que leur pays en fasse partie. Conformément à la moyenne de l'Union, seule une minorité (14 %) souhaite voir l'Italie quitter l'Union européenne. Plus encore, 90 % des Italiens acceptent aujourd'hui l'euro. Dans l'Italie de Giorgia Meloni, la confiance dans les institutions européennes dépasse largement la confiance dans les

institutions nationales : 56 % des Italiens ont confiance dans le Parlement européen, contre 49 % pour le Parlement italien ; 56 % font confiance à la Commission européenne, contre 44 % pour le Gouvernement italien. Ce sentiment fortement proeuropéen se retrouve également à propos du projet d'armée européenne : 65 % des Italiens y sont favorables. Une analyse des résultats montre que ce sentiment proeuropéen est majoritaire dans l'ensemble de la population, quel que soit le profil des répondants. Enfin, 55 % des répondants estiment que l'appartenance de leur pays à l'Otan est une bonne chose.

Le recentrage de la droite populiste italienne résulte au moins d'une contrainte d'opinion interne. Comme tous les Européens, les Italiens ne souhaitent pas remettre en question leur place au sein de l'Union européenne ni leur adhésion à l'Otan. Afin de conserver le soutien de l'opinion publique, Giorgia Meloni et son Gouvernement doivent s'aligner sur des positions proeuropéennes et atlantistes qui sont très majoritaires dans la population.

Mais la normalisation et l'institutionnalisation du populisme qu'incarne sa version « meloniste » s'explique également par la quête d'une reconnaissance et d'un rôle actif sur le plan international ; il s'agit d'inverser une tendance à la marginalisation du pays dans le concert européen et, plus largement, dans les relations entre les pays occidentaux. La marge de manœuvre est réelle si l'on considère que Giorgia Meloni est aussi présidente du Parti des Conservateurs et Réformistes européens (CRE), représenté au Parlement européen par le groupe du même nom. Or, ce groupe peut jouer un rôle de premier plan au cours de la législature 2024-2029. En effet, la possibilité de négocier des accords avec les partis modérés du Parlement européen, c'est-à-dire avec le PPE et Renew Europe, dépend de la capacité qu'aura Giorgia Meloni d'apparaître comme un partenaire fiable¹⁸.

17. Cf. Thibault Muzergues, *Post-populisme, La nouvelle vague qui va secouer l'Occident*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2024.

18. Cf. Marco Tarchi, *Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme*, Fondation pour l'innovation politique, février 2024, p.39 [fondapol.org].

Conclusion

L'attachement des Européens au souverainisme démocratique

Les partis antieuropéens se trompent lourdement s'ils pensent pouvoir convaincre les peuples de proclamer leur souveraineté en renonçant à l'Union européenne. Le comportement affligeant des promoteurs du Brexit enterre pour un temps ce discours démagogique et irresponsable. Symétriquement, les partis proeuropéens se trompent lourdement s'ils pensent pouvoir convaincre les Européens de renoncer à des frontières, à la sécurité, à leur identité politique et à une puissance publique compétente et responsable.

On ne peut pas saisir la situation des Européens en 2024 si l'on cherche à comparer le poids de l'opinion fédéraliste avec celui de l'opinion nationaliste. La justification de l'Union et la légitimation de ses actions sont fonction de son rapport aux enjeux du siècle. C'est ainsi qu'il faut estimer le rôle que joue désormais la globalisation dans l'évolution de l'opinion européenne et en même temps appréhender la nature pragmatique de son soutien à l'Union dans ce nouveau contexte.

Aujourd'hui, les Européens ne se demandent plus seulement si telle ou telle intervention de l'Union est de nature à favoriser la paix, la croissance ou la démocratie en Europe, mais également si elle peut aider leur gouvernement national à surmonter les défis du monde au XXI^e siècle.

Hier, les Européens soutenaient l'Europe lorsqu'ils considéraient que ses actions pouvaient avoir des effets bénéfiques sur leur propre pays ; aujourd'hui, les Européens soutiennent l'Europe parce qu'ils considèrent que ses actions peuvent aider à maîtriser des enjeux qui dépassent les capacités de leur État et dont le traitement serait défavorable aux peuples européens s'il devait s'effectuer à l'échelle du monde. Hier, l'opinion jugeait l'Union en considérant un système combinant deux ensembles, l'Europe et l'État ; aujourd'hui, l'opinion juge l'Union à partir d'un système de relations entre trois ensembles : l'Europe, leur État et le monde.

C'est pourquoi la plupart des Européens souhaitent mieux articuler le rôle de leur État et celui de l'Union et non devoir choisir entre les deux. Désormais, les Européens soutiennent l'Union également parce qu'ils imaginent et espèrent qu'elle permettra aux États membres de gagner une puissance supplémentaire et de faire face aux nouveaux défis. Aussi, toute polarisation de la question européenne qui opposerait l'Union aux États et aux peuples, comme trois entités aux intérêts contradictoires ou aux destins divergents, heurterait l'opinion européenne qui aspire à une synthèse nouvelle et protectrice¹⁹.

Ce n'est pas la faute des Européens si les élections auxquelles ils sont appelés tous les cinq ans, pour élire le seul parlement transnational de l'histoire et dans le monde, ne donnent lieu qu'à des campagnes dénuées d'intérêt, exclusivement nationales et regrettamment dédiées à des compétitions de personnes. C'est d'autant moins leur faute qu'en 2024, les Européens déclarent un niveau de politisation supérieur à celui enregistré en 2021. Les progrès de la politisation confèrent un crédit supplémentaire aux données recueillies dans cette étude. Surtout, il faut y voir la marque de préoccupations grandissantes ; elles sont suscitées par l'évolution incertaine du monde. C'est aussi l'annonce d'une plus grande implication politique des citoyens, bon gré, mal gré ; ils ne doutent pas de l'importance des élections européennes. Il leur manque un débat politique donnant à comprendre la gravité de l'époque et permettant de délibérer sur les décisions à prendre.

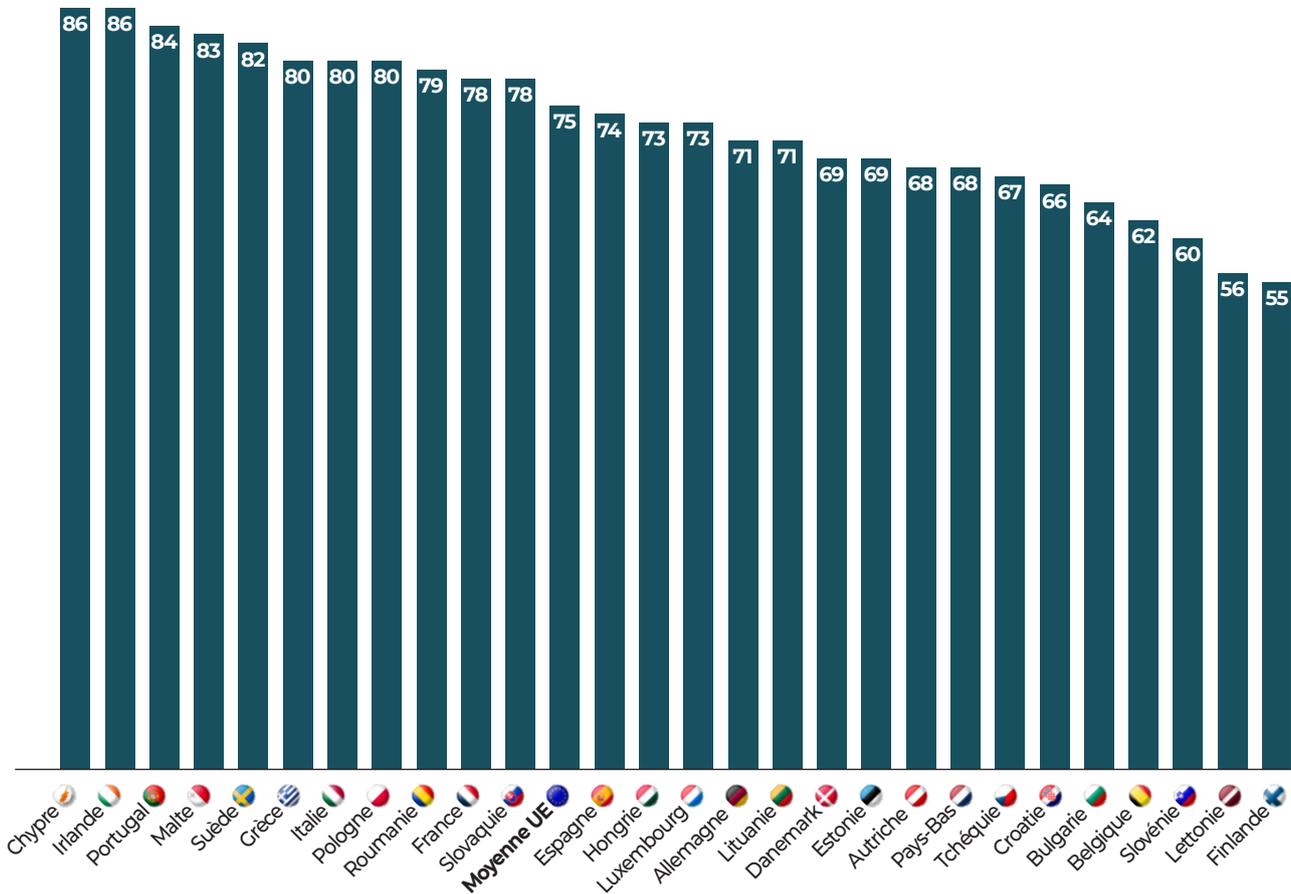
19. Je reprends ici les hypothèses formulées en 2008 dans une série de textes, notamment : « L'avènement d'un stato-scepticisme européen », *L'opinion européenne en 2008*, 2008, Lignes de repères/Fondation Robert Schuman, p. 29-30. La série annuelle intitulée *L'opinion européenne* accorde une place centrale à cette thématique que l'on retrouve dans de nombreux articles, sur les 23 volumes publiés depuis 2000.

Ce ne sont pas les Européens mais leurs représentants qui manquent d'intérêt pour les élections européennes

Question : « Du 6 au 9 juin 2024, les Européens sont invités à élire les eurodéputés, c'est-à-dire les membres du parlement européen. Pour vous ces élections sont très importantes, plutôt importantes, pas très importantes ou pas importantes du tout ? »

Réponses : « Très importantes » et « Plutôt importantes »

Base : Pays membres de l'Union européenne



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024

Des Européens de plus en plus politisés

Question : « Est-ce que vous vous intéressez à la politique... ? »

Réponses : « Beaucoup » et « Assez »

Base : Pays membres de l'Union européenne

Les répondants qui s'intéressent à la politique	Évolution 2021/2024
66	+8

Note : L'évolution 2021/2024 indique l'évolution en points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête *Libertés : l'épreuve du siècle*, Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, Community of Democracies, Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, Fundación Nuevas Generaciones, República do Amanhã, 2022 [fondapol.org].

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2024



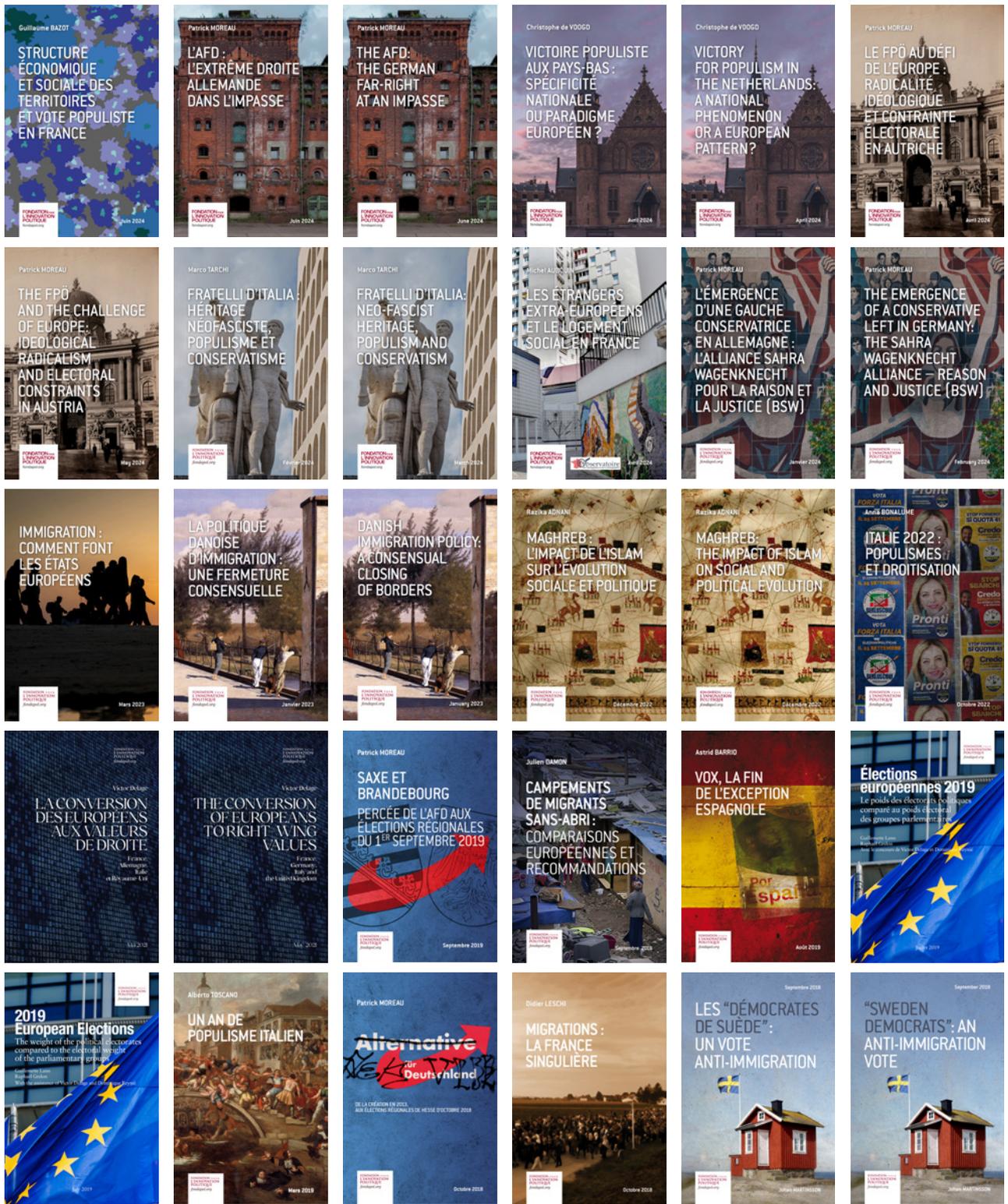
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

ARE EUROPEANS ABANDONED TO POPULISM?

By Dominique Reynié

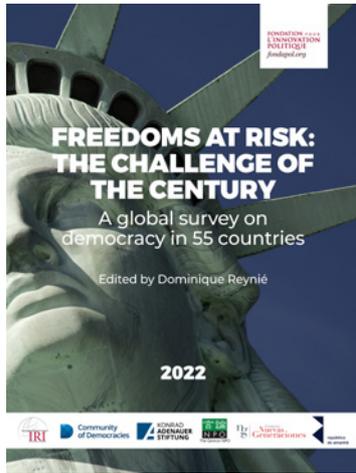
A survey
by the Fondation pour l'innovation politique
in the 27 countries of the European Union
and in the United Kingdom

2024









NOS PUBLICATIONS

Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France

Guillaume Bazot, juin 2024, 40 pages

L'AfD et la crise du système politique allemand

Patrick Moreau, juin 2024, 40 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, avril 2024, 39 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens.

Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europa e la Sovranità.

Riflessioni italo-francesi (1897-2023)

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

L'Europe et la Souveraineté.

Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

Fratelli d'Italia :

héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Innovation politique 2022 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 252 pages

Innovation politique 2022 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 310 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride

Loïse Lyonnet et Pierre Poinson, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté.

L'Europe est nécessaire, la France aussi

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire :

que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux :

un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (2)

Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 48 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (1)

Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 44 pages

Immigration : comment font les États européens

Fondation pour l'innovation politique, mars 2023, 46 pages

**La politique danoise d'immigration :
une fermeture consensuelle**

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2023, 57 pages

L'opinion européenne 2020-2022

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, décembre 2022, 240 pages

Innovation politique 2021 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 340 pages

Innovation politique 2021 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 440 pages

**Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale
et politique**

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

**Mutations politiques et majorité de gouvernement
dans une France à droite**

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

**Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)
Les questions à long terme**

Christian Pfister, juillet 2022, 34 pages

**Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)
État des lieux et perspectives à court-moyen terme**

Christian Pfister, juillet 2022, 47 pages

**La montée en puissance de l'islamisme woke
dans le monde occidental**

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

**Les déchets nucléaires : une approche globale (4)
La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État
en démocratie**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

**Les déchets nucléaires : une approche globale (3)
L'enjeu des générations futures**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 41 pages

**Les déchets nucléaires : une approche globale (2)
Les solutions pour maîtriser le risque effectif**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 42 pages

**Les déchets nucléaires : une approche globale (1)
Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et
dangers potentiels**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

**Radiographie de l'antisémitisme en France –
édition 2022**

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2022, 38 pages

**Prestataires de santé à domicile : les entreprises au
service du virage ambulatoire**

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican
Institute, la Community of Democracies,
la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación
Nuevas Generaciones et República do Amanhã

**Élections départementales et régionales 2021 :
une analyse cartographique**

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinich, novembre 2021, 32 pages

**Rapport pour l'Assemblée nationale.
Mission d'information visant à identifier les ressorts
de l'abstention et les mesures permettant de renforcer
la participation électorale**

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2021, 82 pages

**2022, le risque populiste en France (vague 5)
Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de
la Fondation pour l'innovation politique
et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

**Commerce illicite de cigarettes, volet II.
Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et
les enjeux financiers**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais,
octobre 2021, 32 pages

**Complémentaires santé : moteur de l'innovation
sanitaire**

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

**Les primaires électorales et les systèmes de départage
des candidats à l'élection présidentielle**

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 32 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 34 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élixa Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection

Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants.

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandembroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)
Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 52 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)

Les pratiques anticoncurrentielles étrangères

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 40 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)

Politique de concurrence et industrie européenne

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 36 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 40 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 44 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019, **volume I**, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages. Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 34 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 32 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 31 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 28 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1) Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 77 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 56 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 33 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 35 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

L'opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faÿçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faÿçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 52 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 38 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes.

Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 34 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 39 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 45 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 35 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 34 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme ! (2).**Pourquoi il faut défendre la route**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 32 pages

Vive l'automobilisme ! (1).**Les conditions d'une mobilité conviviale**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 27 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 41 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 43 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 30 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformatrice

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, janvier 2015, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 44 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 30 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sérié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 35 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 43 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 30 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 27 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 31 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 36 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

**Où va la politique de l'église catholique ?
D'une querelle du libéralisme à l'autre**

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du statu quo

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson
David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?**Une question de justice sociale et un problème démocratique**

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?**Sondage, analyse, éléments pour le débat**

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

À renvoyer à :
Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :
Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



anne.flambert@fondapol.org

Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique
voici ma contribution de :

100 € 500 € 1 000 € 5 000 €
 10 000 € 50 000 € Autre montant.....€

Je choisis de faire un don :

À titre personnel
 Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**
 Par virement bancaire daté du :
au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts
et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16
BIC : CDCGFRPPXXX

Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- **Les contribuables** bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable (art. 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75 % de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- **Les entreprises** assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 10 000 euros ou de 0,5 % du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art. 238 bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulant les réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondation pour l'innovation politique.

Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

Exemples de contribution annuelle	Contribution réelle après déduction de 60 % au titre de l'impôt sur les sociétés	Contribution réelle après déduction de 66 % au titre de l'impôt sur le revenu	Contribution réelle après déduction de 75 % au titre de l'impôt sur la fortune immobilière
100 €	40 €	34 €	25 €
500 €	200 €	170 €	125 €
1 000 €	400 €	340 €	250 €
5 000 €	2 000 €	1 700 €	1 250 €
10 000 €	4 000 €	3 400 €	2 500 €
50 000 €	20 000 €	17 000 €	12 500 €

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

Organisme ou particulier

Nom	Prénom	
Nom de l'organisme		
N°	Rue	
Code postal		Ville
Pays		
Téléphone		
Courriel		

Date Signature



LES EUROPÉENS ABANDONNÉS AU POPULISME

Par Dominique Reynié

Une enquête de la Fondation pour l'innovation politique
dans les 27 pays de l'Union européenne et au Royaume-Uni

Ébranlée par la montée en puissance d'un vote protestataire dont les partis populistes de droite ont été les principaux bénéficiaires, déstabilisée par les crises institutionnelles, en particulier l'échec du Traité constitutionnel européen, en 2005, l'Union européenne a résisté. Elle a même fait la preuve de sa capacité à traverser, sinon toujours à surmonter, des crises inédites et particulièrement violentes qui, peut-être, l'auraient détruite un quart de siècle plus tôt : crises financières, budgétaires, institutionnelles, migratoires, politiques, sanitaires, géopolitiques... Les élections européennes de l'année 2024 sont marquées par un contexte menaçant alourdi par la perspective d'une nouvelle poussée des partis populistes, principalement ceux de droite, des partis qui se sont historiquement constitués dans l'expression d'une hostilité radicale à l'Union européenne.

Les données présentées ici ne contredisent pas mais précisent la thèse d'une vague « populiste », si l'on entend par là une montée en puissance de forces électorales désireuses d'en finir avec l'Union européenne, voire de remettre en cause la forme démocratique qui caractérise l'organisation politique interne de chacun des États membres. Mais, à la lumière de la présente étude de la Fondation pour l'innovation politique, il apparaît qu'au moment des élections européennes, la plupart des 360 millions d'électeurs sont indubitablement acquis à la fois aux valeurs de la démocratie et à l'idée européenne, peut-être plus que jamais. Cette double conviction populaire est d'autant plus significative qu'elle s'exprime dans une Europe géographiquement très étendue et qui atteint le degré d'intégration des États le plus élevé à ce jour.

En 2024, l'idée européenne, les principes qui la fondent, les institutions qui en émanent, bénéficient du puissant soutien de la plupart des Européens. Dès lors, la question se pose de savoir quel peut être le sens des votes populistes. Il apparaît que la plupart des leaders populistes et de leurs adversaires n'ont pas une bonne compréhension de la réalité politique parce qu'ils se sont enfermés dans un même malentendu sur l'interprétation du vote populiste, confondant le plus souvent l'expression d'une protestation ou d'une revendication avec une adhésion à une promesse de rupture, amalgamant les électeurs avec les chefs et les représentants des partis populistes.



978 2 36408 324 0

ISBN : 978-2-36408-324-0

10 €